



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 3 SEPTEMBRE 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3783

Proclamations

Canada, Province de Québec. (L. S.) } C. A. P. PELLETIER.

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, Procureur-Général. } ATTENDU que par le paragraphe onze de la section trente-quatre du chapitre premier des Statuts refondus du Canada, 1906, il est décrété que le premier lundi de septembre sera à l'avenir un jour non juridique, connu sous le nom de FÊTE DU TRAVAIL.

ET ATTENDU qu'il est à propos que le dit premier lundi de septembre soit déclaré jour non juridique dans notre province de Québec.

A CES CAUSES, par et de l'avis du conseil exécutif de Notre province de Québec, Nous avons

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3rd SEPTEMBER, 1910

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3784

Proclamations

Canada, Province of Québec. [L. S.] } C. A. P. PELLETIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, Attorney General. } WHEREAS by paragraph eleventh section thirty fourth of the first chapter of the revised Statutes of Canada, 1906, it is enacted that the first Monday of September shall in future be a non juridical day, known under the name of LABOR DAY.

AND WHEREAS it is proper that the said first Monday of September be declared a non juridical day in Our said province of Québec.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the Executive council of Our province

réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons que LUNDI, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE courant (1910), est et sera considéré jour non juridique comme fête du travail dans Notre dite Province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce PREMIER jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,
Secrétaire de la province.

3853

Canada,
Province de
Québec.

C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

GÉORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent dix, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEIZIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent dix, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

of Quebec, We have enacted and ordered, and do hereby enact and order, that MONDAY, the FIFTH day of SEPTEMBER instant (1910), is and shall be a non-judicial day as labor day, in Our said province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIRST day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, in the first year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

3854

Canada,
Province of
Quebec.

C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, you and each of you.—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and ten, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE that, for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY-FOURTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre Seigneur mil neuf cent dix, et de Notre Règne la première.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3791

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY FIFTH day of JULY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and ten, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

3792

Avis du Gouvernement

La compagnie "The Clevean Bridge & Engineering Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William Chase Thomson, de Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 24 août 1910. 3753

La compagnie "Suplee Elevator Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Robert F. Ogilvy, de Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 24 août 1910. 3751

No 2455.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 29 août 1910.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Raymond, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, les Nos 609, 610, 611, 612, 613 et 614 de la concession Fer-à-Cheval, et de les annexer à celle du village de Saint-Raymond, dans le même comté. 3817

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 26 août 1910.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le comté de Soulanges, le septième jour de juin 1910, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans

Government Notices

The Company "The Cleveland Bridge & Engineering Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William Chase Thomson, of Montreal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.
Québec, 24th August, 1910. 3754

The Company "Suplee Elevator Company" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Robert F. Ogilvie, of Montreal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.
Québec, 24th August, 1910. 3752

No. 2455.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 29th August, 1910.

In conformity with the provisions of article 2591 R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of the parish of Saint-Raymond, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-Raymond, in the county of Portneuf, the Nos. 609, 610, 611, 612, 613 and 614, of the Fer à Cheval concession, and to annex same to that of the village of Saint-Raymond, in the same county. 3818

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 26th August, 1910.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint Polycarpe, in the county of Soulanges, on the seventh day of June, 1910, it hath been shown to His Honor the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by law or resolution of the said municipal council to be made under the provision of the municipal code of the province of Québec, may be so made

préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies :

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Saint Polycarpe, dans le comté de Soulanges, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 26 août 1910. 3749

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 26 août 1910.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Saint-Gérard Magella, dans le comté de Québec, le premier jour de juin 1910, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Saint-Gérard Magella, dans le comté de Québec, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 26 août 1910. 3747

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés, adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. Pour des lois de constitution en corporation :

- (a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;
- (b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de télé-

in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint Polycarpe, in the county of Soulanges, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Quebec.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.
Québec, 26th August, 1910. 3750

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 26th August, 1910.

Present: The LIEUTENANT-GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of Saint Gérard Magella, in the county of Quebec, on the first day of June, 1910, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Saint Gérard Magella, in the county of Quebec, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk, Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Quebec.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.
Québec, 26th August, 1910. 3748

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. For acts of incorporation :

- (a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;
- (b) Of a telegraph or telephone company—in the

phone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'impose pas la concession des nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie.

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,

3789 Greffier de la Chambre des Communes.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 25^e jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Robert Taschereau, avocat et conseil du Roi, Thibaudeau Rinfret, avocat, Rosario Genest, avocat, Joseph Emile Billette, étudiant en droit, et Demoiselle Anna Clément, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, échange, bail, ou tout autre titre légal, et posséder, détenir, démolir, embellir, exploiter, arrenter, engager, vendre échanger ou autrement céder des biens meubles et immeubles de toutes sortes et de toute description et droits en ces choses ;

Construire, sur les terrains possédés par la compagnie, ou dans lesquels elle peut être intéressée d'une manière quelconque, ou sur les propriétés de ses clients des bâtisses devant servir à quelque usage que ce soit, et entretenir, surveiller, exploiter et arrenter, sous-louer, vendre ou autrement disposer de toutes bâtisses ainsi construites et de toutes autres bâtisses possédées ou louées par la compagnie ;

Payer pour toutes propriétés, immunités, privilèges, baux ou droits quelconques acquis par ou pour la compagnie, et pour services rendus et travaux faits pour elle, y compris spécialement la construction de la totalité ou d'une partie des bâtisses érigées par ou pour la compagnie en obligations de la compagnie ou partie en obligations et partie en actions ;

Acquérir l'achalandage, les droits et propriétés de toutes sortes, et acquérir et prendre la totalité ou une partie des biens et engagements de toutes personnes, maison, association ou corporation ayant

principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. For amendments to acts of incorporation :

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both English and French ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,

3790 Clerk of the House of Commons.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1910, incorporating Messrs. Robert Taschereau, advocate and Kings' counsel, Thibaudeau Rinfret, advocate, Rosario Genest, advocate, Joseph Emile Billette, law student, and Miss Anna Clement, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, demolish, embellish work, rent, engage, sell, exchange or otherwise make over moveable and immoveable property of all kinds and descriptions or rights or things ;

To construct on the lands belonging to the company or in which it may be interested in any way whatever or in the property of its clients, buildings to be used for any purposes whatever and maintain, superintend work and rent, sub-let, sell and otherwise dispose of all buildings so constructed and of all other buildings owned or leased by the company ;

To pay for all properties, immunities, privileges, leases or rights whatsoever acquired by or for the company and for services rendered and work done for it therein specially included, the construction of the whole or part of the buildings erected by or for the company in the bonds of the company or partly in bonds and partly in shares.

To acquire the custom, rights and properties of all sorts and to acquire and take the whole or part of the property and undertakings of all persons, firms, association or corporation having powers

des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie et les payer en deniers comptants, actions ou obligations de la présente corporation ou autrement ; se fusionner avec toute compagnie ayant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie, aux clauses et conditions qui pourront être convenues ;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera décidée de temps à autre ;

Agir en qualité d'agents aux fins de vendre, louer, gérer ou administrer des immeubles, et faire payer des commissions pour ses services ;

Faire des avances de deniers, garantir les entreprises ou aider autrement les clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et acquérir et détenir des valeurs de toutes sortes, mobilières ou immobilières pour dettes, engagements et obligations dues à la compagnie ;

Exercer l'industrie de constructeurs et entrepreneurs et fournisseurs de matériaux ;

Rémunérer par paiements en deniers comptants, ou par l'émission d'actions acquittées de la compagnie, ou par ses obligations ou débetures, ou de toute autre manière, toute personne ou corporation pour services rendus en plaçant, ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts de capital-actions de la compagnie, ou de toutes obligations ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou autrement ;

Contracter des emprunts sur son crédit ou en rapport avec ses placements au moyen d'émission de bons, obligations ou autrement ;

Faire des prêts hypothécaires et généralement toutes transactions particulières aux maisons de crédit ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement des fins ou pour atteindre les objets ci-dessus énumérés ou qui pourraient paraître profitables à la corporation, à quelque époque que ce soit, et en général exercer toute autre industrie que la corporation croirait pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus ou pouvant augmenter la valeur ou rendre profitables les droits ou biens de la compagnie ;

Les objets et pouvoirs spécifiés et contenus aux divers paragraphes et clauses des présentes ne seront limités ni restreints d'aucune manière, par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou clause que ce soit, sous le nom de "La Compagnie d'Immeubles Le Foyer", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3765

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Antoni Lesage, gérant, de Montcalmville, Joseph Fraser, comptable, de Québec, J. Arthur Lesage agent d'affaires, de Montcalmville, Henri G. Fraser, comptable, de Québec, Xavery Lesage, commis, de Québec, P. Alex. Boutin, agent d'assurance, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire des prêts sur biens mobiliers ou sur biens immobiliers, et dans ce but, contracter avec toutes personnes recommandables, et organiser un système de prêts par lequel les personnes qui paieront un droit d'entrée et une contribution mensuelle fixés par la compagnie auront, en suivant l'ordre numérique de leurs contrats respectifs, le droit d'emprunter de la compagnie une somme de mille piastres

similar to those of the present company and to pay for them in cash shares or bonds of the present corporation or otherwise ; to unite with any company having powers similar to those of the present company on the clause and conditions which shall be agreed upon ;

To invest and dispose of the funds of the company which are not immediately required, in a manner which shall be decided from time to time ;

To act as agents for the purpose of selling, leasing, managing and administering immoveable property and have commissions paid for its services ;

To make advances in cash, to guarantee the undertakings and otherwise assist clients and others having business relations with the company and to acquire and hold values of all sorts, moveable and immoveable for debts, engagements and obligations due the company ;

To carry on the business of builders and contractors and furnishers of material ;

To compensate by payments in cash or by the issues of paid up shares of the company, or by its bonds or debentures or in any other way every person or corporation for services rendered in disposing of or in assisting in the disposal of or in securing the disposal of part of the capital stock of the company, or of all obligations or other values of the company or relating to the formation or promotion of the company or otherwise ;

To contract loans on its credit or in connection with its investments by means of the issue of bonds, obligations or otherwise ;

To make hypothecary loans and generally to effect all transactions particular to trust company ;

To do all things necessary, suitable or proper to the accomplishment of the purposes or to attain the objects above set forth or which might appear to be profitable to the corporation at any time whatever and generally to carry on any other business which the corporation may consider itself empowered to properly carry on in connection with the above objects or capable of increasing the value of making profitable the rights or the property of the company ;

The objects and powers specified and contained in the various paragraphs and clauses of these presents shall not be limited nor restricted, in any way, by inform or deduction, by the terms of any other paragraph or clause whatever, under the name of "La Compagnie d'Immeubles, Le Foyer", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3766

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of August 1910, incorporating Messrs. Antoni Lesage, manager, of Montcalmville, Joseph Fraser, accountant, of Québec, J. Arthur Lesage, of Montcalmville, business agent, Henri G. Fraser, accountant, of Québec, Xavery Lesage, clerk, of Québec, P. Alexandre Boutin, insurance agent, of the city of Québec, for the following purposes :

To make loans on all moveable or immoveable property and with this object, to arrange with all commendable persons and to organize a system of loans by which persons, who will pay an entrance fee and a monthly contribution fixed by the company, shall, in the numerical order of their respective agreements, have the right to borrow from the company a sum of one thousand dollars by contract,

tres par contrat, aussitôt qu'une pareille somme provenant des contributions mensuelles, sera accumulée, au nom de la compagnie, pour former un fonds spécial destiné aux prêts, dans une banque légalement constituée au Canada ;

Faire des contrats avec toutes personnes recommandables à l'effet ci-dessus, établir le montant des contributions mensuelles, la proportion d'icelles que la compagnie pourra garder pour payer les frais d'administration et pour créer un fonds de réserve ;

Stipuler les garanties qui pourront être exigées pour le remboursement du prêt, le mode, le montant et les versements de ce remboursement, en déduisant toutefois les sommes qui auront été versées par le sociétaire avant l'échéance de son contrat, et en général insérer dans tout contrat, toute disposition de nature à faciliter et garantir les affaires de la compagnie, dans les limites de la loi ;

Disposer des prêts remboursés de la façon indiquée par la compagnie ;

Acquérir toutes propriétés qui peuvent être nécessaires pour les fins de ses affaires et en disposer, en tout ou en partie, emprunt de l'argent, hypothéquer ses immeubles et, en général posséder tous les pouvoirs généraux des corporations en vertu de la loi, sous le nom de " Le Prêt Populaire Limité ", avec un capital total de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en deux cents (200) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3745

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Elzéar Bélanger, commis, Philibert Bélanger, rentier, Rosanna Beaudin, rentière, Mme veuve Honorius Beaudin, rentière, et Henri Beaudin, commis, de la cité de Montréal, dans les suivants :

Faire les affaires d'immeubles et courtiers, financiers en général, entreprise d'investigations, évaluations, ventes, échanges, subdivisions et autres semblables, et de louer des propriétés et de percevoir les rentes ; aussi faire des ventes à l'encan de meubles et d'immeubles, sujettes aux lois des licences ;

Faire en général les affaires de placements et de finances, acheter, vendre, assumer et en général faire le commerce de stocks, obligations, débetures et autres garanties offertes à eux pour souscription publique, et négocier des prêts pour leur propre compte, en qualité de courtiers, agent et gérants pour autres garantis ;

Faire les affaires de courtiers et agent d'assurance, promouvoir, organiser, conduire et diriger ou réorganiser et amalgamer ou être la cause d'amalgamer toutes sociétés, associations, syndicats ou corporations ;

Acheter, louer, vendre des actions de mines vandre ou échanger des mines, systèmes hydrauliques, limites, systèmes d'éclairage électriques, ou licences et lots de rivières, privilèges, pouvoirs et droits ou tous les intérêts y ayant rapport et les développer et utiliser, et manufacturer, et faire commerce des produits d'icelles ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoints, concession réciproque ou autrement avec toutes personnes ou compagnies faisant ou engagées à faire ou sur le point de faire ou engagées à faire toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée à faire, garantir les contrats ou autrement aider toutes telles personnes ou compagnies et de prendre ou

whenever a similar amount arising from the monthly contributions, shall have accumulated in the name of the company to form a special fund intended for loans in a legally constituted bank of Canada ;

To make agreements with all commendable persons for the above purpose, to fix the amount of the monthly contributions, the proportion of the same which the company should keep to pay the costs of administration and to create a reserve fund ;

To stipulate the securities which should be exacted for the repayment of the loan, the method, amount and payment of this repayment, by deducting however the amounts which shall have been paid by the member before the expiration of his agreement and generally to enter in all contracts all provisions and conditions to facilitate and secure the affairs of the company within the limits of the law ;

To dispose of repaid loans in the manner directed by the company ;

To acquire all properties which may be necessary for the purposes of its business and to dispose of the same in whole or in part ; to borrow money, to hypothecate its immovable property and generally to have all the usual powers of corporations in virtue of the law under the name of " Le Prêt Populaire Limité ", with a total capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00) divided into two hundred (200) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3746

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of August, 1910, incorporating Messrs. Elzéar Bélanger, clerk, Philibert Bélanger, gentleman, Rosanna Beaudin, an annuitant, Madame widow Honorius Beaudin, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes :

To do a real estate business and generally that of a broker and banker to undertake investigations, valuations, sales, exchanges, partitions and other similar affairs, and to lease properties and to receive the rents ; also to make sales by auction of moveables and immoveables, subject to the license act ;

Generally to do an investment and financial business, to buy, sell, assume and generally carry on a business in stocks, obligations, debentures and other securities offered them for public subscription and negotiate loans on their own account as brokers agents and managers for others, and securities ;

To do the business of brokers and insurance agents ; to promote, organize, manage and direct or reorganize and amalgamate or be the cause of amalgamating all societies, associations, syndicates or corporations ;

To buy, lease and sell mining shares, to sell or exchange mines, hydraulic systems, limits, systems of electric lighting or licenses and river lots, privileges, powers and rights or all interests relating thereto and to develop and utilize them and manufacture and do business with the products of the same ;

To enter into partnership or any arrangement for the division of profits, the union of interests, cooperation, joint risk, reciprocal concessions or otherwise with all persons or companies doing or about to do or on the point of doing or engaging every business and transaction which this company is authorized to do or engage in doing, to guarantee the contracts or otherwise assist all such persons or companies and to take and to acquire otherwise

acquérir autrement des actions et garanties pour toutes telles compagnies, et de vendre, posséder, émettre de nouveau, avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement, vendre, louer, la propriété, et entreprendre de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telles considérations que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures, actions de compagnies minières, obligations ou garanties de toutes autres compagnies, ou en disposer autrement ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, cautions et autres instruments négociables et transférables, et prêter de l'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Émettre et assigner comme stock acquitté de la compagnie, en paiement ou partie de paiement de toutes affaires, franchises, entreprise, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licences, contrats, immeuble, stock, stock minier, obligations et débetures ou autre propriétés, ou droits qu'elle peut légalement acquérir, sous le nom de "Beaudin & Compagnie, Incorporé", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3755

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, ces lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. James Granger Tucker, avocat, de Mont Clemens, Frank Spencer Philbrick, gentilhomme, de Port Huron, dans l'état du Michigan, E. U. A., Joseph Nadeau, cultivateur, de Black Lake, Charles Auguste Chauveau, et Adjuvator Rivard, avocats, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux ;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout autre intérêt en icelles, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir, exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électrique et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 6735 à 6741 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, en la manière y prescrite ;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, débetures, ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant

shares and securities for all such companies, and to sell, possess, reissue, with or without security or otherwise do business in the same, to sell and lease the property and undertakings of the company or any part for such considerations as the company shall think proper and particularly for shares, debentures, shares of mining companies, obligations or securities of all other companies of otherwise dispose of the same.

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, acknowledgements securities and other negotiable and transferable instruments and to lend money to its clients and others having business with the company ;

To issue and assign as paid up stock of the company, in payment or part payment of all business, franchises, undertaking, rights, powers, privileges, lease, licenses, contracts, immoveable property, stock, mining stock, obligations, debentures or other property or rights which it may legally acquire, under the name of "Beaudin & Compagnie Incorporé", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3756

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing dated the 23rd day of August, 1910, incorporating Messrs. James Granger Tucker, attorney, of Mont Clemens, Frank Spencer Philbrick, gentleman, of Port Huron, in the state of Michigan, U. S. A., Joseph Nadeau, farmer, of Black Lake, Charles Auguste Chauveau, and Adjuvator Rivard, advocates, of the city of Quebec, for the following purposes :

Prospect and explore for mines and minerals ;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patents rights connected with the aforesaid purposes ;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations ;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 in the manner therein prescribed, in the revised statutes of the province of Quebec, 1909 ;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen ;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

Receive in payment for mineral, lands, merchandise or work, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, and hold the same or dispose thereof ;

Acquire the assets, enterprise property, privileges franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business

un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette loi, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation ;

Emettre et donner des actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement d'aucune affaire, franchise, entreprise, pouvoirs, bail, licence, immeuble, stock, propriété, bons et débetures qu'elle peut légalement acquérir ;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans la loi des compagnies de Québec, étant les articles 6002 à 6091 des statuts réformés de la province de Québec, 1909, spécialement, d'emprunter de l'argent, hypothéquer ou engager ses propriétés, et émettre des bons, débetures ou autres garanties de la compagnie ;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions ;

Promouvoir ou aider à promouvoir et devenir actionnaire dans aucune compagnie auxiliaire ou alliée qui exerce ou a pour effet l'opération d'aucune affaire semblable ou analogue à celle exercée par cette compagnie, et entrer en aucune convention ou formation de société, pour le partage des profits, union d'intérêt ou amalgamation ou autrement avec aucune autre personne, maison de commerce, association ou compagnie faisant ou engagée ou étant sur le point de faire ou s'engager dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire, et de prendre des actions en garantie de toute telle compagnie, de les garder ou de les vendre ;

Vendre le tout ou aucune partie de l'actif de la compagnie à aucune personne ou autre corporation, sous le nom de "Michigan Asbestos Chrome Company", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500 000.00), divisé en cinq cent mille (500,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt troisième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3775

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour d'août 1910, constituant en corporation MM. J. Geo. Magnan, avocat, François D. Coron, plombier, Elzéar Robidoux, contre-maître, Agenor Chapdelaine, douanier, et Hilaire Lacouture, agent, de la cité de Sorel, dans les buts suivants :

Acquérir, avoir et posséder une salle ou pavillon pour la réunion de ses membres, acquérir, avoir et posséder tous biens mobiliers et immobiliers nécessaires au dit club, entre autres, les bâtiments ou hangars nécessaires pour remiser les bateaux et chaloupes des membres ainsi que la construction d'un plan incliné *marine railway*, pour le halage, réparation et construction de yachts, bateaux et chaloupes, et chaloupes à voiles, etc., aussi acquérir, avoir et posséder tous terrains ou places d'eau nécessaires à la construction et exploitation d'une baignoire, sous le nom de "Le Club de Yacht de Sorel, Limité", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00) divisé en deux mille (2000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sorel.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix neuvième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3687.2

Sous-secrétaire de la province.

which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

Do all such acts and operations as are necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated ;

Issue and allot as fully paid up shares of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, powers, lease, license, real estate, stock, property, bonds and debentures which it may lawfully acquire ;

Exercise all the powers enumerated in the Quebec Company Act, being articles 6002 to 6091, of the revised statutes of the province of Quebec 1909, especially to borrow money, hypothecate or pledge its properties, and issue bonds, debentures or other securities of the company ;

The shareholders not to incur any personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agree to be paid to the company for its shares ;

To promote or assist in promoting, and to become a shareholder in any subsidiary or allied company, which carries on or has for its object the operation of any business similar or cognate to that carried on by this company, and to enter into any agreement or arrangement of partnership, sharing profits, union of interest or amalgamation or otherwise with any other person, firm, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on, and to take shares and securities of any such company and to hold and sell same ;

To sell out the whole or any part of the assets of the company to any person or other corporation, under the name of "Michigan Asbestos & Chrome Company" with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500 000.00), divided into five hundred thousand (500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of August 1910

JOS. DUMONT,

3776

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the 19th day of August 1910, incorporating Messrs. Geo. Magnan, advocate, François D. Coron, plumber, Elzéar Robidoux, overseer, Agenor Chapdelaine, custom's officer, and Hilaire Lacouture, agent, of the city of Sorel, for the following purposes :

To acquire, hold and possess a hall or pavilion for the meeting of its members ; to acquire, hold and possess all moveable and immoveable property necessary for the said club, among others, buildings and sheds, to house the boats and skiffs of the members as also for the construction of a marine railway for the towing, repairing and building of of yachts, boats and skiffs, sail boats, etc., also to acquire, hold and possess all land or water lots necessary for the construction of a bathing house, under the name of "Le Club de Yacht de Sorel Limité", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two thousand (2000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sorel.

Dated from the office of the secretary of the province, this nineteenth day of August 1910.

JOS. DUMONT,

3688

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Joseph Eustache Globensky, dentiste, William Snowball Strachan, manufacturier, Victor Rougier, négociant, Louis Hamon, contracteur, Charles Ernest Walsh, restaurateur, et Albert Bryson, négociant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais.

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques ; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder, aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droit de préemption, ou tout autre intérêt en iceux ; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits ;

Construire, entretenir, exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 des statuts refondus de Québec, 1909, en la manière y prescrite :

Fabriquer, acheter, et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour y transporter ses produits ;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations, ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section, et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "La Compagnie Minière de Mica Blanc "Yale", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en cent mille (100,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3669.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 22e jour d'août 1910, constituant en corporation MM. J. Edouard Morency, marchand, Adolphe Lambert, machiniste, de Sainte-Marie de Beauce, Arthur Talbot, marchand, George Rousseau, industriel, Narcisse Rouleau, machiniste, J. Alphonse Turgeon, bourgeois, de Robertsonville, dans les buts suivants :

Manufacturer des machines à gazoline, des chars, engins, des poêles et autres machines et articles de

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1910, incorporating Messrs. Joseph Eustache Globensky, dentist, William Snowball Strachan, manufacturer, Victor Rougier, trader, Louis Hamon, contractor, Charles Ernest Walsh, restaurant keeper, and Albert Bryson, trader, of the city of Montreal, for the following purposes :

To make explorations and researches to discover mines and minerals ;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner ; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof.

To acquire, lease, possess, alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein ; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes.

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flims, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations.

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 of the revised statutes of Quebec, in the manner therein prescribed.

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen.

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products.

To receive in payment for minerals, lands, merchandise or work, shares, bonds, obligations or other securities issued by any mining company and hold the same or dispose thereof.

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this present section and to pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto.

To do all such acts and operations as are accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "La Compagnie Minière de Mica Blanc "Yale", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one hundred thousand (100,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this seventeenth day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3670

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 22nd day of August, 1910, incorporating Messrs. J. Edouard Morency, merchant, Adolphe Lambert, machinist, of Sainte-Marie, of Beauce, Arthur Talbot, merchant, George Rousseau, manufacturer, Narcisse Rouleau, machinist, J. Alphonse Turgeon, of Robertsonville, gentleman, for the following purposes :

To manufacture gazoline machines, cars, engines, stoves and other machines and articles of all kinds

toutes sortes en fer, cuivre ou bois ; exercer les métiers de fondeur, machiniste et ingénieur, faire les affaires d'un entrepreneur public et privé, et entreprendre et construire des travaux publics et privés, construction et opérations, et pour telles fins prendre et acquérir, posséder, louer à comptant ou par des actions libérées de la compagnie ou par les deux, tenir, employer et vendre tels meubles et immeubles, licences et franchises et droits s'y rapportant qui peuvent être nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie ; acquérir des patentes d'invention, marques de commerce, noms de commerce et procédés secrets de toute sorte et les mettre à profit, et en disposer ; vendre céder et aliéner ses entreprises ou toutes parties d'icelles ainsi que tous les droits, privilèges, licences, franchises lui appartenant, à toute compagnie ou personnes constituées en corporation, ayant des objets entièrement ou en partie semblables à ceux de la compagnie pour tel prix et considération et aux termes et conditions qu'elle jugera convenable, emprunter et hypothéquer tout ou partie des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie, emprunter de l'argent de personnes ou corporations, en émettant des billets, obligations ou débentures, et généralement faire toutes les affaires d'une fonderie, et se rapportant directement ou indirectement aux objets de la compagnie, et qui pourront paraître nécessaires et utiles pour atteindre ses fins, sous le nom de "The Robertsonville Foundry Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Robertsonville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vi g-deuxième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3717.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Daniel Henry Pennington, marchand, de Lyster, J. Clovis Gagné, imprimeur, de Sherbrooke, J. Emile Lessard, L. J. McKay, manufacturiers, de Thetford Mines, et J. Henri Lemay, avocat, de Sherbrooke, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte de marchandises sèches, soieries, toiles, garnitures et autres effets, objet et marchandises de toute nature et conditions de manufacture, et les rendre utiles par tous procédés pour l'emploi et bénéfice de la compagnie.

Acheter ou acquérir autrement, posséder, louer tous les meubles et immeubles, droits ou privilèges qui peuvent être nécessaires ou utiles pour la mise en opération des affaires de la compagnie, ou en disposer autrement.

Acheter ou acquérir autrement et prendre toute ou aucune partie des affaires, propriétés, actif ou dettes de toutes personnes, sociétés, compagnie faisant les affaires d'objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie, et de les payer par l'émission d'actions acquittées, obligations ou autres garanties de la compagnie.

Acheter, acquérir, tenir et posséder le fonds social, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie faisant ou engagée dans toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, et acquérir, posséder, garantir les dites actions, obligations ou autres garanties, ou en disposer autrement.

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire toutes affaires que cette compagnie est autorisée à engager ou à faire ou amalgamer avec telle autre compagnie.

Prélever et aider à prélever de l'argent pour, et aider au moyen de primes, prêt, promesse, endos-

in iron, copper or wood, to carry on the trade of a founder, machinist and engineer, do the business of a public and private contractor and contract for and construct public and private works in construction and operation and for such purposes, to take, acquire, possess, lease for cash or for paid up shares of the company or by both, to have employed and sell such moveables and immoveables, licenses, franchises and rights relating thereto which may be necessary or useful for the purposes of the company; acquire patents of invention, trade marks, trade names and secret processes of all kinds and use them for profit and dispose of, sell, cede and alienate its contracts or any part of them as well as all the rights, privileges, licenses and franchise belonging to it to all corporations or persons formed into a corporation having objects entirely or partly similar to those of the company for such price and consideration and upon such terms and conditions as it shall think proper to borrow and hypothecate all or part of the lands or immoveable property of the company, to borrow money from persons or corporation by issuing notes, obligations or debentures, and generally to do all the business of a foundery and relating directly or indirectly to the objects of the company, any, and which might appear to be necessary or useful to attain its objects, under the name of "The Robertson Foundry Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Robertsonville.

Dated from the office of the secretary of the province, this 22nd day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3718

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1910, incorporating Messrs. Daniel Henry Pennington, merchant, of Lyster, J. Clovis Gagné, printer, of Sherbrooke, J. Emile Lessard, L. J. McKay, manufacturers, of Thetford Mines, and J. Henri Lemay, advocate, of Sherbrooke, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of dry goods, silks, linens, trimmings, and other goods, wares and merchandises in all states and conditions of manufacture, and to make the same available by all processes for the use and benefit of the company ;

To purchase or otherwise acquire, hold, lease or otherwise dispose of all real or personal property, rights or privileges which may be necessary or useful for the carrying on of the company ;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the business, property, assets or liabilities of any person partnership, company, carrying on business with objects similar in whole or in part to those of the company, and to pay for the same by the issue of paid up shares, bonds or other securities of the company ;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or engage in, and to acquire, hold, pledge, or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union or interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any or company carrying on or engaged in or about to carry on any business which this company is authorized to engage in or to carry on or to amalgamate with such other company ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement,

sement, garantie d'obligations, débetures ou autres garanties ou autrement toute autre compagnie ou personne, ou corporation, et garantir l'exécution de contrats avec toute telle personne, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires ;

Placer les argents de la compagnie non requis immédiatement, de la manière qui peut être déterminée de temps en temps, par les directeurs, sujette à l'approbation des actionnaires de la compagnie ;

Vendre, louer, échanger en tout ou en partie les biens, droits ou entreprises de la compagnie pour telle considération qui peut être convenu et en particulier pour actions, débetures et obligations, ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Faire tous les autres actes et choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux, et de faire toutes affaires, soit de manufacture ou autrement, en rapport aux fins et objets ci-dessus mentionnés, et qui peuvent paraître à la compagnie capable d'être convenablement conduites par la compagnie, ou calculés directement ou indirectement à augmenter la valeur ou rendre profitable aucun de ses biens ou droits ;

Emprunter toutes sommes d'argent approuvées par les actionnaires et les garantir par l'émission d'actions, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, et de vendre les mêmes actions, obligations et débetures au prix au-dessous du pair, sous le nom de "The Thetford Manufacturing Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20 000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Thetford Mines.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3701-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deuxième jour d'août 1910, par lesquelles le fonds social de la compagnie "The Traders Company Incorporated" a été augmenté jusqu'au montant de vingt mille piastres (\$20 000.00), divisant le nouveau fonds social en quatre cents (400) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3699

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Raoul Guilbault, avocat, François-Xavier Lessard, imprimeur, Elie Maurault, avocat, Joseph Adélaré Ouimet, avocat, Edouard Hallé et Denis Poitras, agents, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

D'avoir un club politique et social, ou l'un ou l'autre, pour la récréation de ses membres, dans la ville de Montréal ;

La corporation consistera dans les membres du club et dans ceux qui seront élus par la suite ;

Les membres ne seront pas personnellement responsables pour les dettes du club ;

D'avoir le pouvoir d'acheter, de louer ou acquérir des bâtisses et édifices pour les fins du club.

D'avoir le pouvoir de posséder, être propriétaire et avoir un club dans toutes ses branches, avoir une licence de club, tenir restaurant et un café pour ses membres ;

De pouvoir s'amalgamer avec un club semblable ;

D'avoir le pouvoir de faire des règlements pour

guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or person, or corporation, and to guarantee the performance of contracts with any such person, company or corporation with whom the company may have business relations ;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the directors subject to the approval of the shareholders of the company ;

To sell, lease exchange, or otherwise dispose of, in whole or in part, the property, rights or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, and in particular for shares, debentures and bonds or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To do all such other acts and things as may be incidentals or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and to carry on the above business, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly, to enhance the value or render profitable any of its properties or rights ;

To borrow any sums of money as approved by the shareholders and to guarantee same by the issues of shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to sell same, shares, bonds and debentures at price lower than par, under the name of "The Thetford Manufacturing Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten thousand dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Thetford Mines.

Dated from the office of the secretary of the province, this 13th day of August 1910.

JOS. DUMONT,

3702

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, in virtue of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of August, 1910, by which the capital stock of "The Traders Company Incorporated" is increased to twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided the new capital into four hundred (400) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty second day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3700

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1910, incorporating Messrs. Raoul Guilbault, advocate, François Xavier Lessard, printer, Elie Maurault, advocate, Edward Hallé and Denis Poitras, agents, of the city of Montreal, for the following purposes :

To have a political and social club, or one or the other, for the recreation of its members in the city of Montreal ;

The corporation will consist of the members of the club and of those who will be elected later on ;

The members will not be personally responsible for the debts of the club ;

To have the power to buy, lease or acquire the buildings and edifices for the purposes of the club ;

To have the power to possess, be owner of and have a club in all its branches, to have a club license, to keep a restaurant and a café for its members ;

To have the right to amalgamate with a similar club ;

To have the right to make rules for the proper

la bonne administration du club et la régie de ses membres ;

D'avoir le droit de payer pour propriétés acquises et pour services rendus en parts acquittées et débetures de la compagnie ;

De faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs incidents pour obtenir les fins de la compagnie, sous le nom de "Le Club Morin Incorporé", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,
3689.2 Sous secrétaire de la province.

Québec, 9 août 1910.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Téléphore Brassard, écuyer, notaire public, pratiquant et résidant dans la ville de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu J. U. Achille Tremblay, en son vivant notaire public, pratiquant à Saint-Bernard de Lacolle, comté et district susdits conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,
3509.4 Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage,

administration of the club and for the conduct of its members ;

To have the right to pay for properties acquired and services rendered in paid up shares or debentures of the company ;

To do all acts and exercise all the incidental powers to obtain the objects of the company, under the name of "Le Club Morin Incorporé", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this nineteenth day of August, 1910.

JOS. DUMONT,
3690 Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 9th August, 1910.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Téléphore Brassard, esquire, notary public, practising and residing in the town of Saint-Jean, county of Saint-Jean, district of Iberville, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late J. U. Achille Tremblay, in his lifetime notary public, practising at Saint-Bernard de Lacolle, in the above named county and district, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,
3510 Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or

les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

3785

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Tous les demandes de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division

persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starting orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

3786

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the pervue of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the

d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations istantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquelles ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut

site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition, and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended

substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

3787

Greffier de l'Assemblée Législative.

by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

3788

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Miscellaneous Notices

Avis est par le présent donné que, je, J. Maurice Croteau, ingénieur-civil, procéderai, en vertu d'instructions reçues de l'honorable Ministre des Travaux publics et de Travail, à Québec, et conformément aux dispositions de l'article 7300, des statuts refondus de la province de Québec, le quinzième jour après la publication du présent avis, à l'inspection des rivières et cours d'eau suivants : Les crues Cocombis, Nebnellis et Eugène, la rivière Samson et ses tributaires, la branche est de la Rivière du Loup, la branche du milieu et la branche principale, les rivières Olivia, Monument et tributaires, les rivières Le Portage, Le Repos des Voyageurs, la rivière Metgermet et ses tributaires. Le tout situé dans le comté de Beauce, pour les fins de fixation d'un taux de péage sur ces rivières et cours d'eau.

J. MAURICE CROTEAU,
Ingénieur civil. 3815

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 105.

Dame Marie Louise Leclere, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Bruno Lamontagne, entrepreneur-maçon, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins de la présente demande,
Demanderesse ;

vs

Le dit Bruno Lamontagne, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause, par la demanderesse contre le dit défendeur.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 25 août 1910. 3757

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*
No 360

Dame Lydia Lacroix, de Daveluyville, épouse de David Fontaine, boulanger, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens, contre le dit David Fontaine, le 20 août 1910.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 29 août 1910. 3777

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Terrebonne. }
No 136.

Dame Marie Dorsina Duquette, de la paroisse de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, épouse de Joseph Tougas, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Tougas, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22e jour d'août mil neuf cent dix.

ETHIER & LALANDE,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 23 août 1910. 3767

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 3720.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Robertine *alias* Albertine Lacombe, des cité et district de Montréal, contre son mari, Joseph Alfred Raoul Beaudin, gérant d'épicerie, du même lieu.

J. A. E. DION,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 13 août 1910. 3771

Notice is hereby given that, I, J. Maurice Croteau, civil engineer, shall under instructions of the Honourable Minister of Public Works and Labour, at Quebec, and in conformity with the provisions of article 7300 of the revised statutes of the province of Quebec, on the fifteenth day after the publication of this notice, proceed with the inspection of the following rivers and streams : The creeks Cocombis, Nebnellis and Eugene, the river Samson and its tributaries, the east branch of Rivière du Loup, the middle and the principal branch, the rivers Olivia, Monument and tributaries, the rivers Le Portage, Le Repos des Voyageurs, the river Metgermet and its tributaries. The whole situate in the county of Beauce, for the purpose of fixing a tariff of tolls on such rivers and streams.

J. MAURICE CROTEAU,
Civil engineer. 3816

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 105.

Dame Marie-Louise Leclere, of the city and district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Bruno Lamontagne, contractor, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", in the present case,
Plaintiff ;

vs

The said Bruno Lamontagne, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this case, by plaintiff against defendant.

V. ERNEST FONTAINE,
Advocate for plain
Saint Hyacinth, 25th August, 1910. 3758

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 360.

Dame Lydia Lacroix, of Daveluyville, wife of David Fontaine, baker, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against the said David Fontaine, on the 20th August, 1910.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for the plaintiff.
Arthabaska, 29th August, 1910. 3778

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Terrebonne }
No. 136.

Dame Marie Dorsina Duquette, of the parish of Sainte-Scholastique, district of Terrebonne, wife of Joseph Tougas, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Tougas, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd day of August, nineteen hundred and ten.

ETHIER & LALANDE,
Attorneys for plaintiff.
Sainte-Scholastique, 23rd August, 1910. 3768

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No 3720.

An action for separation as to property has been taken, to day, by Dame Robertine *alias* Albertine Lacombe, of the city and district of Montreal, against her husband, Joseph Alfred Raoul Beaudin, grocery's manager, of the same place.

J. A. E. DION,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 13th August, 1910. 3772

Province de Québec, }
 District de Saguenay. } *Cour Supérieure.*
 No 1856.
 Dame Georgiana Tremblay, Demanderesse ;
 vs
 Joseph Tremblay, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée par la dite Dame Georgiana Tremblay, de la paroisse des Eboulements, dit district, dûment autorisée, contre son dit époux, Joseph Tremblay, marchand, du même endroit, le 22 août 1910.

C. J. ANGERS,
 Procureur de la demanderesse.
 Malbaie, 22 août 1910. 3685-2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3253.
 Dame Esther Breska alias Hyams, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Bloom, du même lieu, marchand,
 Demanderesse ;

vs
 Harry Bloom, des cité et district de Montréal, marchand,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intenté, ce jour, contre le défendeur.

HENRY WINFIELD,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 22 août 1910. 3683-2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2262.
 Dame Lisa Mellinson, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Nathan Brotman, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Nathan Brotman, du même lieu, marchand,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 24 juin 1910.

JACOBS & HALL,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 6 août 1910. 3471-4

Province de Québec. }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1697.
 Dame Zephirina Monette, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre Alphonse Simard, boucher, du même lieu.

FONTAINE & LABELLE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 17 août 1910. 3613.3

No 1893—Cour Supérieure—Beauharnois—Dame Marie Bélanger a intenté une action en séparation de biens contre son époux, Ennis Dickson. Arthur Plante, procureur de la demanderesse. Valleyfield, 7 août 1910. 3497-3

No 3195, Cour Supérieure, Montréal. Rachel Golde Frank, Demanderesse ; vs Solomon Cohen, marchand, de Montréal, Défendeur. La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

N. A. MILLETTE,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 11 août 1910. 3561-4

Joséphine Dubé, épouse de Léon Morin, marchand, de Saint-Louis du Ha! Ha!, a institué une action en séparation de biens contre son mari, devant la cour supérieure du district de Kamouraska, sous le No 4502, des dossiers de cette cour. W. A. POTVIN, Procureur de la demanderesse. Fraserville, 2 août 1910. 3407.5

Province of Québec. }
 District of Saguenay. } *Superior Court.*
 No. 1856.
 Dame Georgiana Tremblay, Plaintiff ;
 vs
 Joseph Tremblay, Defendant.

An action for separation as to property has been brought at the instance of said Dame Georgiana Tremblay, of the parish of Les Eboulements, said district, duly authorized, against her said husband, merchant, of the same place, on the 22nd August, 1910.

C. J. ANGERS,
 Attorney for plaintiff.
 Malbaie, 22nd August, 1910. 3686

Province of Québec. }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3253.
 Dame Esther Breska alias Hyams, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Harry Bloom, of the same place, merchant,
 Plaintiff ;

vs
 Harry Bloom, of the city and district of Montreal, merchant,
 Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

HENRY WINFIELD,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 22nd August, 1910. 3684

Province of Québec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2262.
 Dame Lisa Mellinson, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Nathan Brotman, of the same place, and duly authorized to " ester en justice ",
 Plaintiff ;

vs
 The said Nathan Brotman, of the same place, merchant,
 Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 24th June, 1910.

JACOBS & HALL,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 6th August, 1910. 3472

Province of Québec. }
 District of Montreal } *Superior Court.*
 No. 1697.
 Dame Zephirina Monette, of the city and district of Montreal, duly authorized, has taken, this day, an action in separation as to property against Alphonse Simard, butcher, of the same place.

FONTAINE & LABELLE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 17th August, 1910. 3614

No. 1893—Superior Court—Beauharnois—Dame Marie Bélanger has instituted an action for separation as to property against her husband, Ennis Dickson. Arthur Plante, attorney for plaintiff. Valleyfield, 7th August, 1910. 3498

No. 3195, Superior Court, Montreal. Rachel Golde Frank, Plaintiff ; vs Solomon Cohen, merchant, of Montreal, Defendant. The plaintiff has, this day, instituted an action in separation of property against the defendant.

N. A. MILLETTE,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 11th August, 1910. 3562

Joséphine Dubé, wife of Léon Morin, of Saint Louis du Ha! Ha!, merchant, has instituted an action for separation as to property against her husband, before the superior court of the district of Kamouraska, under number 4502, of the records of this court. W. A. POTVIN, Attorney for plaintiff. Fraserville, 2nd August, 1910. 3408

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 908.

Dame Idolie Ste. Marie a pris une action en séparation de biens contre son mari, Napoléon Fournier, du township de Hereford, district de Saint-François, cultivateur, le 15ème jour de juillet 1910.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 15 juillet 1910. 3523-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 503.

Dame Rose-Alma Blain, de Montréal, épouse de Téléphore Trudeau, entrepreneur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Téléphore Trudeau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 2 août 1910.

ADELARD LEDUC,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 2 août 1910. 3423.5

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 223.

Dame Florence E. C. Prout, épouse commune en biens de James Church, du township de Leeds, commerçant, dûment autorisée par la cour, à instituer les présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit James Church, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13 juin 1910.

J. E. METHOT,
Avocat de la demanderesse.

Arthabaska, 25 juillet 1910. 3451.5

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 8435.

Dame Gertrude A. Welch, épouse commune en biens de Edward S. Cutter, de la ville de Farnham, dans le district de Bedford, entrepreneur de charbon, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens et en séparation de biens contre son dit époux.

McKEOWN & BOIVIN,
Procureurs de la demanderesse.

Sweetsburg, 3 août 1910. 3503-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1401.

Dame Hannah M. Sax, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Chaim S. Michaels, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Chaim S. Michaels, commerçant, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

M. M. SPERBER,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 4 août 1910. 3463-5

Cour supérieure, district de Trois-Rivières, No 169.—Dame Rose de Lima Boisvert, de la ville de Nicolet, dit district, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Eusèbe René, sellier, du même lieu.

ARTHUR TRAHAN,
Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 17 août 1910. 3737-2

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 908.

Dame Idolie Ste. Marie has taken an action separation of property against her husband, Napoléon Fournier, of the township of Hereford, district of Saint Francis, farmer, the 15th day of July, 1910.

ST. PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 15th July, 1910. 3524

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 503.

Dame Rose-Alma Blain, of Montreal, wife of Téléphore Trudeau, contractor, of the city and district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Téléphore Trudeau, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day, against the defendant.

ADELARD LEDUC,
Attorney for the plaintiff.

Montreal, 2nd August, 1910. 3424

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 223.

Dame Florence E. C. Prout, wife common as to property of James Church, of the township of Leeds, trader, duly authorized by court, to institute this, Plaintiff ;

vs

The said James Church, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 13th June, 1910.

J. E. METHOT,
Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 25th July, 1910. 3452

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8435.

Dame Gertrude A. Welch, wife common as to property of Edward S. Cutter, of the town of Farnham, in the district of Bedford, coal contractor, and duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to bed and board and for separation as to property against her said husband.

McKEOWN & BOIVIN,
Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 3rd August, 1910. 3504

Province of Quebec, }
District of Montreal } *Superior Court.*
No. 1401.

Dame Hannah M. Sax, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Chaim S. Michaels, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Said Chaim S. Michaels, trader, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on to-day's date.

M. M. SPERBER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th August, 1910. 3464

In the superior court, district of Three-Rivers, No. 169.—Dame Rose de Lima Boisvert, of the town of Nicolet, said district, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Eusèbe René, saddler, of the same place.

ARTHUR TRAHAN,
Attorney for plaintiff.

Three-Rivers, 17th August, 1910. 3738

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No. 330.

Sarah Vachon, épouse commune en biens de Joseph Gagné, journalier, de Black Lake, en le district d'Arthabaska, Demanderesse,

vs
 Le dit Joseph Gagné, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le ou vers le 1er août 1910.

PACAUD & MORIN,
 Procureurs de la demanderesse.
 Arthabaska, 25 août 1910. 3743.2

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 Dame Bernadette Blondin, épouse du défendeur, de Sainte-Agathe, district de Terrebonne, Demanderesse ;

vs
 George Liboiron, du même lieu, Défendeur.
 La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens, contre le défendeur.

TANCREDE PAGNUELO,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 25 août 1910. 3735-2

CANADA & GULF TERMINAL RY.

AVIS.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de cette compagnie sera tenue au bureau chef à Montréal, Canadian Express Building, appartement No 705, rue McGill, le mercredi, 7 septembre prochain, à onze (11) heures de l'avant-midi pour les fins suivantes :

- 1° Pour recevoir le rapport des opérations de la compagnie pour l'année écoulée.
- 2° Pour procéder à l'élection du bureau de direction pour l'année suivante.
- 3° Et pour toutes autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

RENÉ DUPONT,
 Secrétaire-trésorier.
 Montréal, 9 août 1910. 3505.4

Avis est par le présent donné que l'assemblée annuelle des actionnaires de la Compagnie de Chemin de Fer Lachine, Jacques-Cartier et Maisonneuve, sera tenue au bureau de la compagnie No 94, rue McGill, dans la cité de Montréal, Québec, mardi, le 6 septembre 1910, à trois heures p. m., pour l'élection des directeurs de la compagnie et pour la transaction de telles autres affaires qui pourraient être soumises à l'assemblée.

FRANK SCOTT,
 Secrétaire.
 Montréal, Qué., 18 août 1910 3673.2

Avis de Faillites

Dans l'affaire de "The Hull Bargain Co," de Hull, Qué., Faillie.

Avis est par les présentes donné que, par un ordre de la cour en date du 24 août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations, attestés sous serment, devront être déposés entre mes mains sous trente jours de cette date.

F. A. LABELLE,
 Curateur.
 Hull, 26 août 1910. 3759

District de Beauce.

H. W. Adam & Cie, East Broughton, comté Beauce, marchands, ont, le 18e jour d'août 1910,

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court*
 No. 330.

Sarah Vachon, wife of common as to property of Joseph Gagné, of Black Lake, in the district of Arthabaska, Plaintiff ;

vs
 The said Joseph Gagné, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, on or about the 1st August, 1910.

PACAUD & MORIN,
 Attorneys for the plaintiff.
 Arthabaska, 25th August, 1910. 3744

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court*
 Dame Bernadette Blondin, wife of the defendant, of Sainte Agathe, district of Terrebonne, Plaintiff ;

vs
 George Liboiron, of the same place, Defendant.
 Plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property, against the defendant.

TANCREDE PAGNUELO,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 25th August, 1910. 3736

CANADA & GULF TERMINAL RY.

NOTICE.

The annual general meeting of the shareholders of this company will be held at the head office of the company, room 705, Canadian Express Building, McGill street, at eleven (11) a. m., on Wednesday, September 7th, next, for the following purposes :

1. To receive the report of the operations of the company for fiscal year ended.
2. To proceed to the election of the new board for the following year.
3. And for all other business that may be brought before the meeting.

RENÉ DUPONT,
 Secretary treasurer.
 Montreal, 9th August 1910. 3506

Notice is hereby given that the annual meeting of shareholders of the Lachine, Jacques-Cartier and Maisonneuve Railway Company, will be held at the office of the company, No. 94, McGill street, in the city of Montreal, Quebec, on Tuesday, the 6th September, 1910, at three o'clock p. m., for the purpose of electing directors of the company and for the transaction of such other business as may be fore the meeting.

FRANK SCOTT,
 Secretary.
 Montreal, Que., 18th August, 1910 3674

Bankrupt Notices

In the matter of "The Hull Bargain Co," of Hull, Qué., Insolvent.

Notice is hereby given that, in virtue of an order of the court, dated the 24th August, 1910, I have been appointed curator to this estate.

Soon claims must be filed in my hands within thirty days from this notice.

F. A. LABELLE,
 Curator.
 Hull, 26th August, 1910. 3760

District of Beauce.

H. W. Adam & Cie, East Broughton, Beauce county, merchants, have, on the 18th day of August, 1910,

fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 30 août 1910. 3793

District de Montmagny.

In re Alfred Caron, Saint-Pamphile, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 30 août 1910. 3801

District de Rimouski.

In re Pierre Verrault, Grands Mechins, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 30 août 1910. 3793

District de Chicoutimi.

In re Angers & Tremblay, Hébertville station, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 30 août 1910. 3809

District de Chicoutimi.

In re J. E. Jalbert, Saint-Félicien, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 30 août 1910. 3803

District de Chicoutimi.

In re David Otis, Metabetchouan, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 30 août 1910. 3805

made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th August, 1910. 3794

District of Montmagny.

In re Alfred Caron, Saint Pamphile, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 27th August, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th August, 1910. 3802

District of Rimouski.

In re Pierre Verrault, Grands Mechins, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 27th August 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th August, 1910. 3800

District of Chicoutimi.

In re Angers & Tremblay, Hébertville station, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 27th August, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th August, 1910. 3810

District of Chicoutimi.

In re J. E. Jalbert, Saint-Félicien, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 27th August, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th August, 1910. 3804

District of Chicoutimi.

In re David Otis, Metabetchouan, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 27th August, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th August, 1910. 3806

District de Chicoutimi.

In re Nil Boily, Metabetchouan, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 30 août 1910. 3807

District de Saint Hyacinthe.

In re Raymond & Frère, Saint-Hyacinthe, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 26 août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 30 août 1910. 3795

District de Chicoutimi.

In re J. A. Bolduc, Grande Baie, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 30 août 1910. 3797

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re H. Michael, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné qu'un premier dividende a été déclaré dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 20 septembre 1910, après laquelle date les dividendes seront payables le ou après le 21 septembre.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 3 septembre 1910. 3811

Vente de Faillite

VENTE DE FAILLITE.

Dans l'affaire de L. A. Robillard, entrepreneur, Maisonneuve, Failli.

Le sousigné vendra par encan public, au No 69, rue Saint-Jacques, Montréal, VENDREDI, le 23 SEPTEMBRE 1910, à 11 heures a. m., un immeuble situé sur la rue Cuvillier, à Hochelaga, portant les Nos civiques 476, 476a, 476b, 476c, connu et désigné sous le No 477, de la subdivision officielle du No 29, des plan et livre de renvoi officiels de village incorporé d'Hochelaga—avec bâtisses dessus construites.

Les conditions seront connues le jour de la vente. Pour autres informations s'adresser à

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Marcotte Frères, encanteurs. 3693.2

District of Chicoutimi.

In re Nil Boily, Metabetchouan, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 27th August, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th August, 1910. 3808

District of Saint Hyacinthe.

In re Raymond & Frère, Saint Hyacinthe, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 26th August, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th August, 1910. 3796

District of Chicoutimi.

In re J. A. Bolduc, Grande Baie, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 27th August, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 30th August, 1910. 3798

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court*

In re H. Michael, Montréal, Insolvent.
Notice is hereby given that a first dividend has been declared in this matter, which will be open to objection till 20th September, 1910, after which date dividends will be payable on and after 21st September, 1910.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 3rd September, 1910. 3812

Insolvent Sale

INSOLVENT SALE.

In the matter of L. A. Robillard, contractor, Maisonneuve, Insolvent.

The undersigned will sell by public auction, at No. 69, Saint James street, Montreal, on FRIDAY, 23rd SEPTEMBER, 1910, at 11 o'clock a. m., an immoveable property situate on Cuvillier street, at Hochelaga, bearing the civic numbers 476, 476a, 476b, 476c, known and designated under the No. 477, of the official subdivision of No. 29, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga — with buildings thereon erected.

The conditions will be made known the day of the sale. For further informations apply to

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Marcotte Frères, auctioneers. 3694

En Liquidations

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 149.

(in insolvency).

In the matter of "The Calumet Mining & Milling Graphite Company," In liquidation.

Public notice is hereby given in virtue and in accordance with the terms of article 7552 et seq. of the Revised Statutes of the province of Quebec, (1909), that there has been deposited in the hands of the undersigned liquidator a copy of the deed of sale of the immoveable property belonging to the said "The Calumet Mining & Milling Graphite Company", a body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business for the province of Quebec, at Calumet, in the township of Grenville, county of Argenteuil, but now in liquidation, which deed was executed before Robert A. Barron, N. P. on the 29th July, 1910, under notaire; en outre avis est donné qu'un certificat d'enregistrement, préparé en la manière prescrite pour le certificat requis, en cas de vente des immeubles par le shérif, a été déposé entre les mains du soussigné.

Les noms des propriétaires des immeubles désignés dans le dit acte de vente durant les trois dernières années, sont "The Calumet Mining and Milling Graphite Company", George Herbert Simpson et l'honorable J. K. Ward.

Cet avis est aussi donné dans le but que, durant les quinze jours après sa dernière insertion, dans la "Gazette Officielle de Québec", tout créancier de la dite compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou réels sur les immeubles vendus dans le susdit acte de vente, devront avoir le droit d'offrir une augmentation au-dessus du prix d'achat mentionné dans l'acte de vente, pourvu que telle augmentation soit d'au moins un dixième de tout le prix, et que l'enchérisseur offre en outre de rembourser à l'acquéreur ses frais et dépenses légales; l'acquéreur dans tel cas doit donner garantie pour l'achat en a manière ordinaire ou doit déposer une somme suffisante pour cette fin, le tout tel que prescrit plus au long dans les dits articles.

Toute personne intéressée dans la susdite affaire trouvera toute information nécessaire au bureau du soussigné, numéro 112, rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal.

(Signé) A. LAMARCHE,
Liquidateur.
Montréal, 10 août 1910. 3535.4

MANDAT DU CURATEUR.

Province of Quebec, }
District of Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 101.

En vertu de l'acte des liquidations.

Dans l'affaire de La Compagnie Gilbert, Limitée, manufacturiers, (D'Israëli), En liquidation.

Avis est par les présentes donné que, MARDI, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE 1910, à DEUX heures de l'après-midi, seront vendues à l'encan public, au bureau de Bélanger & Bégin, 155, rue Wellington, Sherbrooke, les biens meubles et les biens immeubles appartenant à la dite compagnie Gilbert, en liquidation, et décrits comme suit, savoir:

1° Une certaine manufacture de boîtes de tous genres avec son engin, ses bouilloires, toutes les machineries qu'elle renferme, ainsi que les chaufferies et les hangars à marchandises, situés sur les bords du Lac Black Creek, sur le lot No 125, du cadastre officiel pour le canton de Garthby, lequel lot appartient à la compagnie de chemin de fer Québec Central; borné d'un côté au nord-est par

In Liquidations

Province de Québec. }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 149.

(en faillite).

Dans l'affaire de "The Calumet Mining & Milling Graphite Company," En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu et conformément aux termes de l'article 7552 et suivants des statuts révisés de la province de Québec (1909), il a été déposé entre les mains du liquidateur soussigné, une copie de l'acte de vente de la propriété immobilière appartenant à la dite "Calumet Mining & Milling Graphite Company", corps politique et dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, à Calumet, dans le canton de Grenville, comté d'Argenteuil, mais maintenant en liquidation, lequel acte a été passé devant Robert A. Barron, N. P., le 29e jour de juillet 1910, sous le numéro 9025, des minutes du dit le number 9025, of the records of the said notary; notice is further given that a registrar's certificate prepared in the manner prescribed for the certificate required, in cases of the sale of immoveables by the sheriff, has been deposited with the undersigned.

The names of the proprietors of the immoveables designated in the said deed of sale during the last three years have been "The Calumet Mining & Milling Graphite Company," George Herbert Simpson and the Honourable J. K. Ward.

This notice is also given in order that during the fifteen days following its last insertion, in the "Quebec Official Gazette", any creditor of the said company in liquidation, and any person having hypothecary or real rights upon the immoveables sold in the aforesaid deed of sale, should have the right to offer an increase over the purchase price mentioned in the deed of sale provided such increase be at least one tenth of the whole price, and that the bidder offers besides to refund to the purchaser his costs and lawful disbursements; the bidder in such case must give security for the purchase in the ordinary manner or must deposit a sum sufficient for that purpose, the whole as more fully prescribed in the said articles.

Any person having an interest in the above matter will find all necessary information at the office of the undersigned, number 112, Saint James street, in the city of Montreal.

(Signed) A. LAMARCHE,
Liquidator.
Montreal, 10th August, 1910. 3536

CURATOR'S WARRANT.

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 101.

Under the liquidation act.

In the matter of "La Compagnie Gilbert, Limitée", manufacturiers, (D'Israëli), In liquidation.

Notice is hereby given that, on TUESDAY, the TWENTIETH day of SEPTEMBER, 1910, at TWO of the clock in the afternoon, will be sold at public auction, at the office of Bélanger & Bégin, 155, Wellington street, Sherbrooke, the moveable and immoveable property belonging to the said company Gilbert, in liquidation, and described as follows, to wit:

1. A certain manufactory of boxes of all kinds with its engine, boilers, all the machinery it contains, as well as the kilns and store houses situate on the shores of Lake Black Creek on the lot No. 125, of the official cadastre of the township of Garthby, which lot belongs to the Quebec Central Railway Company; bounded on one side to the north east by the d'Israëli station, to the south west by the said Lake,

la gare de d'Israëli, au sud-ouest par le dit lac, et des autres côtés par le prolongement du terrain du dit chemin de fer Québec Central.

2° Un terrain situé dans le canton de Wolfestown, dit district, connu et désigné comme le lot No 22 C, du dixième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Wolfestown, contenant 93 acres et cinq centièmes d'acre de terre en superficie, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

3° La demie sud-est du lot No 21, du dixième rang du canton de Wolfestown, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Wolfestown, étant la demie sud-est du lot No 21—avec les dépendances.

4° Un certain terrain connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Garthby, comme étant les cent acres sud-est du lot No 4, dans le deuxième rang du dit canton de Garthby.

5° Les lots Nos 6 et 7, du deuxième rang nord-est, sur les plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Stratford, comté de Wolfe, contenant 50 acres chacun.

6° Tous les droits que la dite compagnie peut avoir en vertu d'un transport de Honoré Marcoux, passé devant J. Bourque, notaire, en date du 8 février 1904, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Wolfe, dans le registre B, vol. 20, sous le numéro 16443, affectant le morceau de terre No 29, du deuxième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Garthby, de la contenance de 100 acres de terre en superficie, plus ou moins.

7° Tous les droits que la dite compagnie en liquidation peut avoir en vertu d'un bail consenti par Bénonie Grimard, devant J. Bourque, notaire, le 14 mars 1907, lequel est enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Wolfe, dans le registre B, vol. 20, sous le numéro 16444.

8° Tout ce qui peut être dû en vertu d'une obligation de \$1481.00 avec intérêt au taux de 7% depuis le 11 avril 1908, consentie la dite obligation devant J. Bourque, notaire, et dû par Albert Poulin, et enregistré au comté de Wolfe, dans le registre B, vol. 19, sous le numéro 15667.

Pour plus amples informations s'adresser à
GEDEON E. BEGIN,
J. P. ROYER,
Liquidateurs conjoints.

Bureau : 155, rue Wellington.
Sherbrooke, 24 août 1910. 3723.2

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } A BANQUE MOLSON
No. 309. } L DE MONTREAL,
ayant une succursale à Victoriaville, Demanderesse ;
contre DAVID FONTAINE, Défendeur.

Un emplacement connu au cadastre officiel du canton de Bulstrode sous les numéros quarante-un-quatre-vingt-quatorze (41-94), et quarante-un-quatre-vingt-quinze (41-95), de la subdivision du numéro quarante-un—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte Anne du Sault, le QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain 1910 à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 22 août 1910. 3769
[Première publication, 3 septembre 1910]

and on the other sides by the prolongation of the lands of the said Quebec Central Railway Company.

2. A lot of land situate in the township of Wolfestown, in the said district, known and designated as the lot 22C, of the tenth range on the official plan and book of reference of the said township of Wolfestown, containing 93 acres and five hundredth of an acre of land in superficies, more or less—with buildings thereon erected.

3. The south east half of lot No. 21, of the tenth range of the county of Wolfestown, known and designated on the official plan and book of reference for the said township of Wolfestown, being the south east half of lot No. 21—with dependencies.

4. A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Garthby, as being the south east one hundred acres of lot No. 4, in the second range of the said township of Garthby.

5. The lots Nos. 6 and 7, of the second range north east on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Stratford, county of Wolfe, containing 50 acres each.

6. All the rights which the said company may have under a conveyance of Honoré Marcoux, passed before J. Bourque, notary, under date of the 8th February, 1904, and registered in the registry office of the county of Wolfe, in the register B, vol. 20, under the number 16443, affecting the piece of land No. 29, of the second range of the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Garthby, containing one hundred acres of land in superficies, more or less.

7. All the rights which the said company in liquidation may have under a lease granted them by Benonie Grimard, passed before J. Bourque, notary, on the 14th March, 1907, which is registered in the registry office of the county of Wolfe, in register B, vol. 20, under the number 16444.

8. Every thing which may be due under an obligation of \$1481.00 with interest at the rate of 7%, since the 11th April, 1908, the said obligation granted before J. Bourque, notary, and due by Albert Poulin, and registered in the county of Wolfe, in register B, vol. 19, under the number 15667.

For fuller informations apply to
GEDEON E. BEGIN,
J. P. ROYER,
Joint liquidators.

Office : 155, Wellington street.
Sherbrooke, 24th August, 1910. 3724

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } THE MOLSON BANK OF
No. 309. } MONTREAL, doing
business at Victoriaville, Plaintiff ; against DAVID
FONTAINE, Defendant.

An emplacement known on the official cadastre for the township of Bulstrode, under numbers forty one-ninety four (41-94), and forty one-ninety five (41-95), of the subdivision of number forty one—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the FOURTH day of OCTOBER next, 1910, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 22nd August, 1910. 3770
[First published, 3rd September, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } OCTAVE B L A N -
No 61. } CHETTE, Deman-
deur ; vs DAVID FONTAINE, Défendeur.

Un emplacement faisant partie du lot numéro douze, de la continuation du onzième rang de Maddington, de soixante-dix pieds par cent pieds ; borné en front par le chemin public, en profondeur par les représentants de Isaac Gagnon, du côté nord par Florida Bruneau, et du côté sud par la société E. Larivière—avec bâtisses, et connu au cadastre officiel de Maddington, comme faisant partie du No 12 B, de la continuation du dit onzième rang de Maddington.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à NEUF heures de l'avant midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 12 août 1910. 3559.2
[Première publication, 13 août 1910.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } N A P O L E O N G A -
District de Beauharnois. } L A R N E A U, Pla-
No 1780. } mandeur ; vs X A V I E R
L U S S I E R E T A L., Défendeurs, et Philorum
Rufiang, mis-en-cause.

Comme appartenant à Xavier Lussier et Joseph Lussier :

Un lot de terre ou emplacement connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay comme partie du numéro deux cent quatre-vingt douze (292) ; bornée cette dite partie par le chemin public, d'un côté par partie du dit numéro deux cent quatre-vingt douze (292), appartenant au dit Napoléon Galarneau, de l'autre côté par la propriété de Jérémie Lussier, en arrière par le Lac Saint-Louis—avec les bâtisses sus-érigées, mesurant vingt-quatre pieds et six pouces de largeur, plus ou moins, sur toute la longueur, depuis le chemin public jusqu'au Lac Saint-Louis, environ deux cents pieds.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, JEUDI, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 9 août 1910. 3513.2
[Première publication, 13 août 1910.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } G E O R G E W. G I L -
District de Bedford. } M O U R, Demandeur ;
No 8388. } contre J A M E S L L O Y D
ET J O H N L L O Y D, Défendeurs.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit : } O C T A V E B L A N C H E T T E,
No 61. } Plaintiff ; vs D A V I D
F O N T A I N E, Defendant.

An emplacement being part of lot number twelve, of the continuation of the eleventh range of Maddington, measuring seventy six feet by one hundred feet ; bounded in front by the public highway, in depth by the representatives of Isaac Gagnon, on the north side by Florida Bruneau, and on the south side by E. Larivière—with buildings, known on the official cadastre of Maddington, as being part of No. 12 B, of said continuation of eleventh range of Maddington.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, 1910, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 12th August, 1910. 3560
[First published, 13th August, 1910.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } N A P O L E O N G A -
District of Beauharnois. } L A R N E A U, Plain-
No. 1780. } tiff ; vs X A V I E R
L U S S I E R E T A L., Defendants, and Philorum
Rufiang, " mis en cause ".

As belonging to Xavier Lussier and Joseph Lussier :

A lot of land or emplacement known on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de Châteauguay, as part of the number two hundred and ninety two (292) ; bounded this said part by the public road, on one side by part of the said number two hundred and ninety two (292) belonging to the said Napoleon Galarneau, on the other side by the property of Jérémie Lussier, in rear by the Lake Saint Louis—with the buildings thereon erected, measuring twenty four feet, six inches in width, more or less, by the whole length from the public road to Lake Saint Louis, about two hundred feet.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Châteauguay, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 9th August, 1910. 3514
[First published, 13th August, 1910.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } G E O R G E W. G I L M O U R,
District of Bedford. } Plaintiff ; against J A M E S
No. 8388. } L L O Y D AND J O H N L L O Y D,
Defendants.

Un certain morceau de terre, formant partie du lot numéros trois, dans le quatrième rang arpentage primitif, du canton de Bolton, comté de Brême, et maintenant connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit canton, comme étant la demie sud et le quart nord-ouest du lot numéro trois cent soixante-trois (363), contenant soixante-quinze acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu, comme appartenant à James Lloyd—*animò domini*—l'un des dits défendeurs, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, dans le dit canton de Bolton, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 26 août 1910. 3761
[Première publication, 3 septembre 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure - District de Bedford.

Province de Québ.c, } WILLIAM R. JOHNSTON,
District de Bedford. } Demandeur ; vs les
No. 8393. } biens et terres de JUDSON B. CARROLL,
Défendeur.

Ce certain morceau de terre formant partie du lot numéro sept, dans le troisième rang de l'arpentage primitif du canton de Stukely, dans le comté de Shefford, district de Bedford, et maintenant connu sur le plan et au livre de renvoi officiel du dit canton de Stukely, sous le numéro deux cent soixante-huit (268), contenant cent onze acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte Anne de Stukely, dans le dit canton, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 26 août 1910. 3763
[Première publication, 3 septembre 1910.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi. } DAME M. E. A. DUMAIS,
No 2287. } Demanderesse ; vs PIERRE
TRUCHON ET AL, Défendeurs.

Un emplacement de la contenance de cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, faisant partie du bloc E, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Métabetchouan, canton Métabetchouan ; borné des côtés ouest, nord et est à dame M. E. A. Dumais, et du côté sud au chemin public.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, le DIX-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE, à DIX heures de l'avant midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 8 août 1910. 3553.2
[Première publication, 1 août 1910.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi. } J. L. A. GODBOUT, Demanleur ;
No 3067. } J. vs THOMAS GRENON, Dé-
fendeur.

Une maison située dans la paroisse de Chicoutimi, à l'endroit appelé Rivière du Moulin, bâtie et érigée sur le lot numéro 19, du cadastre de la

That certain piece of land forming part of lot number three in the fourth range, primitive survey, of the township of Bolton, county of Brome, and now known on the official plan and book of reference of said township, as being the south one half and the north west quarter of lot number three hundred and sixty three (363), containing seventy five acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold as belonging to James Lloyd—*animò d mini*—one of said defendants, at the church door of the parish of Saint Etienne de Bolton, in said township of Bolton, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at the hour of TWO of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 26th August, 1910. 3762
[First published, 3rd September, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court - District of Bedford

Province of Quebec, } WILLIAM R. JOHNS-
District of Bedford. } TON, Plaintiff ; vs
No. 8393. } the goods and lands of JUD-
SON B. CARROLL, Défendant.

That certain piece of land forming part of lot number seven, in the third range of the primitive survey of the township of Stukely, in the county of Shefford and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stukely, as number two hundred and sixty eight (268), containing one hundred and eleven acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Stukely, in said township, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 26th August, 1910. 3764
[First published, 3rd September, 1910.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi. } DAME M. E. A. DUMAIS,
No. 2287. } l'aintiff ; vs VICTOR
TRUCHON ET AL, Defendants.

An emplacement containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, english measure, being part of block E, of the official plan and book of reference of the cadastre village of Metabetchouan, township of Metabetchouan ; bounded on the west, north and east sides by Dame M. E. A. Dumais, and on the south side by the public road.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER, at TEN of the clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 8th August, 1910. 3554
[First published, 13th August, 1910.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, } J. L. A. GODBOUT, Plaintiff ;
No. 3067. } J. against THOMAS GRENON,
Défendant.

A house situate in the parish of Chicoutimi, at the place called Rivière du Moulin, built and erected on the lot number 19, of the cadastre of

paroisse de Chicoutimi, et spécialement désigné dans la subdivision cadastrale de ce lot comme étant une subdivision du lot numéro un (No 1), nord-est du dit lot No 19.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 8 août 1910, 3557-2
[Première publication, 13 août 1910.]

MANDAT DE CURATEUR.

Chicoutimi, } V. E. PARADIS, curateur, et
No 2663. } NIL BOILY, failli.

Un terrain ou emplacement mesurant quatre-vingt-douze pieds de front à partir de la ligne de Georges Perron, allant vers le sud, et cent trente deux pieds de profondeur à partir du côté ouest du trottoir, allant vers l'est, et borné en front vers l'ouest à la rue, et en arrière vers l'est, au terrain du vendeur (André Néron), joignant par le côté nord le terrain de Georges Perron, et par le côté sud celui de André Néron, lequel fait partie de l'immeuble connu et désigné sous le numéro quarante-six a (46a) du cadastre pour le premier rang du canton de Caron, dans le comté du Lac Saint-Jean—avec une maison à trois étages dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, le DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1910, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,
Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 8 août 1910, 3555-2
[Première publication, 13 août 1910.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — New Carlisle.

District de Gaspé, } THE LEBOUTILLIER
Comté de Bonaventure } BROTHERS COM-
No. 696. } PANY LIMITED, Deman-
dresse; contre LEONARD BABIN ET AL, Dé-
fendeurs.

Lot numéro 677, du cadastre officiel du second rang du canton de Cox, à l'ouest de New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, contenant (35 90/100) trente-cinq acres et quatre-vingt-dix centièmes en superficie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bonaventure d'Hamilton, LUNDI, le DIXIÈME jour d'OCTOBRE, à UNE heure de l'après-midi.

W. M. SHEPPARD,
Bureau du shérif, Shérif.
New-Carlisle, 29 août 1910, 3773
[Première publication, 3 septembre 1910.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

the parish of Chicoutimi, and specially designated on the cadastral subdivision of the lot as being a subdivision of lot number one (No. 1), north east of the said lot No. 19.

To be sold at my office, in the court house, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER, at TEN of the clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 8th August, 1910, 3558
[First published, 13th August, 1910.]

CURATOR'S WARRANT.

Chicoutimi, } V. E. PARADIS, curator, and
No. 2663. } NIL BOILY, insolvent.

A lot of land or emplacement measuring ninety two feet in front, starting from the line of George Perron, running towards the south, and one hundred and thirty two feet in depth, starting from the west side of the foot-way, running to the east; and bounded in the front to west by the street, and in rear to the east by the land of the vendor (André Néron), joining on the north side the land of Georges Perron, and on the south side that of André Néron, which form part of the immovable known and designated under the number forty six a (46 a), of the cadastre for the first range of the township of Caron, county of Lake Saint John—with a three story house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER 1910, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 8th August, 1910, 3556
[First published, 13th August, 1910.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court — New-Carlisle.

District of Gaspé, } THE LEBOUTILLIER
County of Bonaventure. } BROTHERS COM-
No. 696. } PANY LIMITED, Plain-
tiff; against LEONARD BABIN ET AL, Defend-
ants.

Lot number 677, of the official cadastre of the second range of the township of Coy, west of New Carlisle, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, containing (35 90/100), thirty five acres and ninety hundredths in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Bonaventure d'Hamilton, on MONDAY, the TENTH day of OCTOBER, ensuing at the hour of ONE in the afternoon.

W. M. SHEPPARD,
Sheriff's office, Sheriff.
New Carlisle, 29th August, 1910, 3774
[First published, 3rd September, 1910.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, savoir : } **H**ORMISDAS BIRCHER ;
No 2964. } **H** contre OCTAVE AR-
CHAMBAULT.

Un emplacement situé au village de Beauvillage de la Longue-Pointe, sur la rue Lecours, ci-devant rue Quinn, contenant quarante pieds de largeur, par quatre-vingt-cinq pieds et deux pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, lequel emplacement étant composé comme suit : 1° De l'arrière partie du lot connu et désigné sous le numéro huit, de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix (390-8), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, contenant icelle partie de lot quarante pieds de largeur par quarante deux pieds et sept pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; bornée en front par la rue Lecours, en arrière par partie du lot numéro neuf, de la dite subdivision ci-après décrite, d'un côté au sud-ouest par une ruelle, et de l'autre côté au nord-est par la partie restante du dit lot numéro huit ; 2° De l'arrière partie du lot connu et désigné sous le numéro neuf, de la subdivision officielle du dit lot numéro trois cent quatre-vingt-dix (390-9), contenant icelle partie de lot quarante pieds de largeur par quarante-deux pieds et sept pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; et bornée en front par la partie du dit lot numéro huit, ci-dessus décrite, en arrière par partie du lot numéro quarante-quatre, de la dite subdivision, d'un côté au sud-ouest par une ruelle, et de l'autre côté au nord-est par la partie restante du dit lot numéro neuf—avec une maison en bois à deux étages et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 30 août 1910. 3843
[Première publication, 3 septembre 1910.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **G**USTAVE DESCHAMPS,
No 116. } **G** failli ; et **N**APOLÉON
ST. AMOUR, curateur.

Un emplacement situé en la ville de Verdun—avec bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Claude (circonstances et dépendances), composé de deux lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous les numéros quatre cent quatre-vingt-quinze et quatre cent quatre-vingt-seize (Nos 495 et 496), de la subdivision du lot numéro primitif trois mille quatre cent cinq, contenant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de front par cent douze pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 31 août 1910. 3839
[Première publication, 3 septembre 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **R**AOUL PREVOST ; con-
No 3705. } **R** tre **J**OSEPHAT BEAU-
CHEMIN.

Un certain terrain situé dans le village de Saint-Martin, comté de Laval, composé :

1° D'un emplacement connu et désigné sous le numéro quatre cent trois, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin—avec toutes les bâtisses dessus érigées ; borné en front par le chemin public, moins, cependant, cette partie

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **H**ORMISDAS BIRCHER,
No. 2964. } **H** against OCTAVE AR-
CHAMBAULT.

An emplacement situate in the village of Beauvillage de la Longue-Pointe, on Lecours street, heretofore Quinn street, containing forty feet in width by eighty five feet and two inches in depth, more or less, english measure, the said emplacement being composed as follows : 1. Of the rear portion of the lot known and designated under number eight, of the official subdivision of lot number three hundred and ninety (390-8), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, the said portion of lot containing forty feet in width by forty two feet and seven inches in depth, more or less, english measure ; and bounded in front by Lecours street, in the rear by the part of lot number nine, of the said subdivision herein after described, on one side to the south-west by a lane, and on the other side to the nord-east by the remaining portion of the said lot number eight ; 2. Of the rear portion of the lot known and designated under number nine, of the official subdivision of the said lot number three hundred and ninety (390-9), the said portion of lot containing forty feet in width by forty two feet and seven inches in depth, more or less, english measure, and bounded in front by the portion of the said lot number eight, heretofore described, in the rear by part of lot number forty four, of the said subdivision, on one side to the south west by a lane, and on the other side to the nord east by the remaining portion of the said lot number nine—with a two story wooden house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 30th August, 1910. 3844
[First published, 3rd September, 1910.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **G**USTAVE DESCHAMPS,
No. 116. } **G** insolvent ; and **N**APOLÉON
ST. AMOUR, curator.

An emplacement situate in the town of Verdun—with buildings thereon erected ; bounded in front by Claude street, (circumstances and dependencies), composed of two lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, under numbers four hundred and ninety five and four hundred and ninety six (Nos. 495 and 496), of the subdivision of lot primitive number three thousand four hundred and five, each of the said lots containing twenty five feet in front by one hundred and twelve feet and six inches in depth, english measure, more or less, without warranty as to exact measure.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 31st August, 1910. 3840
[First published, 3rd September, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **R**AOUL PREVOST ; against
No. 3705. } **R** **J**OSEPHAT BEAUCHE-
MIN.

A certain piece of land situate in the village of Saint Martin, county of Laval, composed of :

1. An emplacement known and designated under number four hundred and three, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin—with all the buildings thereon erected ; bounded in front by the public road, less, however, the portion

du dit emplacement qui appartient à Emmanue! Bélanger ou représentants, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de la division du comté de Laval, sous le No 21548.

2° D'un lopin de terre situé au même lieu, connu comme faisant partie du lot numéro quatre cent deux, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Martin; borné en front par la continuation de la montée des côtes, en profondeur et d'un côté au sud par Emmanuel Bélanger ou représentants, et de l'autre côté au nord par l'emplacement en premier lieu décrit, mesurant environ trente-six pieds de longueur (laissant dans tous les cas un passage de douze pieds de largeur entre la maison du dit Emmanuel Bélanger et le terrain ci-dessus), sur environ dix-huit pieds de profondeur—avec toutes les bâtisses, mais sujet ce dernier terrain à une servitude de vue dans le pignon sud-est de la remise érigée sur le front de la propriété en faveur du dit Emmanuel Bélanger ou représentants, et à la défense de bâtir sur cette partie de terre en dernier lieu décrite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Martin, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau shérif, Montréal, 31 août 1910. [Première publication, 3 septembre 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIA M. PRICE, épouse de Alexander B. Rattray, dument autorisée par son dit époux, Demanderesse; contre GARDNER T. BOOTH, Défendeur.

1° Un lot de terre étant le coin sud-ouest des rues Mance et Saint-Viateur, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, connu et désigné comme résubdivision numéro vingt-quatre, de la subdivision du lot numéro treize, du lot primitif numéro douze, sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de La Côte Saint-Louis—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement faisant front sur la rue Mance, dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, et étant la moitié nord-ouest du lot résubdivision No. 25, de la subdivision du lot numéro treize, du lot primitif numéro douze, sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de La Côte Saint-Louis; la dite moitié nord-ouest contenant vingt-tinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 août 1910. [Première publication, 13 août 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MCLAURIN BROTHERS, No 1510. } MCLAURIN BROTHERS, LIMITED, Demandeurs, contre JEAN N. MALO, Défendeur.

Une maison en bois lambrissée en brique, à trois étages, fondation et solage en pierres, construite sur un lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro mille huit cent vingt-huit de la subdivision du lot numéro primitif cent quarante-huit; la dite maison portant les numéros civiques quarante-huit, cinquante et cinquante-deux (48, 50 et 52), de la rue Montgomery, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal.

of the said emplacement belonging to Emmanuel Belanger or representatives, in accordance with deed registered in the registration office of the division of the county of Laval, under No. 21548.

2. A parcel of land situate in the same place, known as forming part of lot number four hundred and two, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Martin; bounded in front by the continuation of the "montée des côtes", in depth and on one side to the south by Emmanuel Belanger or representatives, and on the other side to the north by the emplacement firstly described, measuring about thirty-six feet in length (leaving in any case a passage of twelve feet in width between the house of the said Emmanuel Bélanger, and the above lot of land), by about eighteen feet in depth—with all the buildings, but the latter lot of land being subject to a servitude of view in the southeast gable of the shed erected on the front of the property in favor of the said Emmanuel Bélanger or representatives, and to the prohibition of building on the said portion of land lastly described, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Martin, on the SIXTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montreal, 31st August, 1910. [First published, 3rd September, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARIA M. PRICE, No. 215. } wife of Alexander B. Rattray, and duly authorized by her said husband, Plaintiff; against GARDNER T. BOOTH, Defendant.

1. A lot of land being the south west corner of Mance and Saint Viateur streets, in the Laurier ward, in the city of Montreal, known and designated as resubdivision number twenty four, of subdivision of lot number thirteen, of lot primitive number twelve, on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. An emplacement fronting on Mance street, in the Laurier ward, in the city of Montreal, and being the north west half of lot resubdivision No. 25, of subdivision of lot number thirteen, of lot primitive number twelve, on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, containing said north west half twenty five feet in width by one hundred feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 10th August, 1910. [First published, 13rd August, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MCLAURIN BROTHERS, No. 1510. } MCLAURIN BROTHERS, LIMITED, Plaintiffs; against JEAN N. MALO, Defendant.

A wooden house covered with brick, three stories in height with stone foundation, built upon a lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, under the number one thousand eight hundred and twenty eight, of the subdivision of the lot of the primitive number one hundred and forty eight; the said house bearing the civic numbers forty eight, fifty and fifty two (48, 50, 52), of Montgomery street, in Hochelaga ward, of the city of Montreal.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Montréal, 10 août 1910. Shérif. 3527.2
[Première publication, 13 août 1910.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Montreal, 10th August, 1910. Sheriff. 3528
[First published, 13th August, 1910.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Ottawa

Ottawa, à savoir : } **M**ASSEY HARRIS Co.,
No 7939. } LIMITED, Demande-
resse ; contre E. FRANCIS KENSCHICK, du
canton de Mulgrave, district d'Ottawa, Défendeur,
à savoir :

La moitié sud des lots numéros trois et quatre (3 et 4), du cinquième rang du canton de Mulgrave, dans le district d'Ottawa—avec les bâtisses sus-érigées ; bornés au nord par Otto Benndt, à l'ouest par Albert Clemenhagen, au sud par Fred. Teske, et à l'est par Robert McKinnon, contenant cent acres, plus ou moins.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du shérif, Hull, 5 août 1910. Shérif. 3533-2
[Première publication, 13 août 1910.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **M**ASSEY HARRIS CO.,
No. 7939. } LIMITED, Plaintiff ; vs E.
FRANCIS KENSCHICK, of the township of
Mulgrave, district of Ottawa, Defendant, to wit :

The south half of the lots numbers three and four (3 and 4), of the fifth range of the township of Mulgrave, in the district of Ottawa—with the buildings thereon erected ; bounded to the north by Otto Benndt, to the west by Albert Clemenhagen, to the south by Fred. Teske, and to the east by Robert McKinnon, containing one hundred acres, more or less.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's office, Hull, 5th August, 1910. Sheriff. 3534
[First published, 13th August, 1910.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit—Bryson.

Province de Québec, } **T**HE MASSEY HAR-
District de Pontiac. } RIS CO., LTD, corps
No 1715. } politique et incorporé,
ayant sa principale place d'affaires et son bureau
principal dans la cité de Toronto, dans la province
d'Ontario, Demanderesse ; contre JAMES TWA,
du canton d'Onslow, dans le district de Pontiac, à
savoir :

Un certain lot de terre sis et situé dans le canton d'Onslow, maintenant connu et décrit sur le plan et au livre de renvoi officiels, comme étant le numéro (21C), vingt et un C, dans le 6ième rang du canton d'Onslow—avec toutes les bâtisses et améliorations faites y appartenant.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le CINQUIEME jour d'OCTOBRE prochain 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,
Bureau du shérif, Bryson, 29 août 1910. Shérif. 3813
[Première publication, 3 septembre 1910.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—Bryson.

Province of Quebec. } **T**HE MASSEY HAR-
District of Pontiac. } RIS CO. LTD., a body
No. 1715. } politic and corporate,
having its principal place of business and its chief
office in the city of Toronto, in the province of
Ontario, Plaintiff ; against JAMES TWA, of the
township of Onslow, in the district of Pontiac,
to wit :

A certain lot of land lying and being in the township of Onslow, now known and described on the official plan and book of reference as being number (21 C) twenty one C, in the 6th range of the township of Onslow—with all the buildings and improvements thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the FIFTH day of OCTOBER next, 1910, at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,
Sheriff's office, Bryson, 29th August, 1910. Sheriff. 3814
[First published, 3rd September, 1910.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **JOSEPH GAGNON**, contre
No 1054. } **LA COMPAGNIE D'A-**
QUEDUC DE L'ANCIENNE LORETTE LIMITEE, à savoir :

Un aqueduc en cours de construction, situé en la paroisse de l'Ancienne Lorette, ayant son point de départ ou prise d'eau à la rivière Eau Claire, sur le terrain de sieur Olivier Moisan, sur le lot No 774 (sept cent soixante et quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne Lorette, à une distance d'environ 4500 pieds du chemin des Grands Deserts, descendant jusqu'au dit chemin et se dirigeant le long d'icelui vers le nord-est sur une longueur de 7492 pieds, avec un diamètre de six pouces, étant la partie terminée du dit aqueduc, soit une longueur de 11,992 pieds, le tout mesure anglaise ; avec tous les droits et privilèges accordés par le conseil municipal de la dite paroisse de l'Ancienne Lorette, à la dite compagnie, défenderesse par son règlement en date du six décembre 1909—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Ancienne Lorette, comté de Québec, le **SEPTIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif.

Député shérif.

Québec, 1er septembre 1910.

3847

[Première publication, 3 septembre 1910.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **NAPOLEON JENOIS** ; vs
No 1908 } **LAROCHE & TREM-**
BLAY, à savoir :

Les numéros 180 et 181 (cent quatre-vingt et cent quatre-vingt-un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, maintenant de la paroisse de Saint Léonard, étant les deux lots situés en la quatrième concession de la paroisse de Saint-Léonard, comté de Portneuf—avec bâtisses et moulin, circonstances et dépendances. Toutes les machines fixées dans la bâtisse du moulin sont saisies, à l'exception de la turbine qui est exempte de saisie.

Les deux lots pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Léonard, comté de Portneuf, le **SEPTIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif,

Député shérif.

Québec, 1er septembre 1910.

3849

[Première publication, 3 septembre 1910.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure du district de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **PAUL MONGEAU**, fils de
No 5133. } **Pierre**, Demandeur ; contre
ISIDORE TANGUAY, Défendeur ; et Louis D.
de Grandpré, curateur.

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **JOSEPH GAGNON** ; against
No. 1054. } **LA COMPAGNIE D'AQUE-**
DUC DE L'ANCIENNE LORETTE, LIMITEE, to wit :

An aqueduct in course of construction, situate in the parish of Ancienne Lorette, having its beginning or intake at the Eau Claire river, on the land of sieur Olivier Moisan, on lot No. 774 (seven hundred and seventy four), of the official cadastre for the parish of Ancienne Lorette, at a distance of about 4500 feet from the Grands Deserts road, descending as far as the said road and running along the same to the north east for a length of 7492 feet, with a diameter of six inches, being the completed portion of the said aqueduct, say a length of 11992 feet, all english measure, with all the rights and privileges granted by the municipal council of the said parish of Ancienne Lorette, to the said defendant company by its by-law dated the sixth of December, 1909—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish Ancienne Lorette, county of Québec, on the **SEVENTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office,

Deputy shérif.

Québec, 1st September, 1910.

3848

[First published, 3rd September, 1910.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **NAPOLEON JENOIS** ; vs
No. 1908. } **LAROCHE & TREM-**
BLAY, to wit :

Numbers 180 and 181 (one hundred and eighty and one hundred and eighty one), of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, now of the parish of Saint Léonard, the two said lots being situate in the fourth concession of the parish of Saint Leonard, county of Portneuf—with buildings and mill, circumstances and dependencies. All the machines fixed in the mill are seized, with the exception of the turbine which is exempt from seizure.

The two lots to be sold "en bloc".

To be sold at the parochial church door of Saint Leonard, county of Portneuf, on the **SEVENTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said warrant returnable according to law.

ED. BEGIN,

Sheriff's office,

Deputy Sheriff.

Québec, 1st September, 1910.

3850

[First published, 3rd September, 1910.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court of the district of Richelieu.

Sorel, to wit : } **PAUL MONGEAU**, fils de
No 5133. } **Pierre**, Plaintiff ; against **ISI-**
DORE TANGUAY, Defendant ; and Louis D. de
Grandpré, curator.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Anne de Sorel, concession du Chenal du Moine, étant partie du lot numéro cent quarante-sept (partie du lot No. 147), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Anne de Sorel, de soixante et six pieds de front par cent trente-deux pieds de profondeur, le tout plus ou moins; tenant devant au chemin du Roi, en profondeur à Edouard Latraverse, d'un côté à Joseph Millette, et de l'autre côté à François Robillard—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Anne de Sorel, le QUATORZIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 10 août 1910. 3529-2
[Première publication, 13 août 1910.]

An emplacement situé en la paroisse de Sainte-Anne de Sorel, concession du chenel du Moine, being part of the lot number one hundred and forty seven (part of lot No. 147), of the official cadastre of the said parish of Sainte Anne de Sorel, of sixty six feet in front by one hundred and thirty two feet in depth, the whole more or less; bounded in front by the King's highway, in depth by Edouard Latraverse, on one side by Joseph Millette, and on the other side by François Robillard—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Anne de Sorel, on the FOURTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Shérif.
Sorel, 10th August, 1910. 3530
[First published, 13th August, 1910.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus au temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } LA BANQUE NATIONALE, Demanderesse; vs NAPOLEON BIBEAU, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Eaton, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan de cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton de Eaton, comme le lot numéro cinq B (5 B), dans le onzième rang—avec les appartenances y appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, le SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du shérif, Député shérif.
Sherbrooke, 29 août 1910. 3779
[Première publication, 3 septembre 1910.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } LA BANQUE NATIONALE, Plaintiff; vs NAPOLEON BIBEAU, Defendant.

A piece of land situate in the township of Eaton, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Eaton, as the lot number five B (5 B), in the eleventh range—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille of Cookshire, on the SIXTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Deputy shérif.
Sherbrooke, 29th August, 1910. 3780
[First published, 3rd September, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } DAME PHILOMENE LACROIX, Demanderesse; contre CLEOPHAS CAMPEAU, Défendeur.

Un certain morceau de terrain situé dans le canton de Whitton, dans le district de Saint-François, mesurant deux acres et demi de largeur, par deux acres et demi de profondeur, et formant une superficie de cinq acres de terrain, à prendre sur le lot numéro trente-six A (36 A), dans le sixième rang nord-est, d'après le plan cadastral du dit canton de Whitton—avec une bâtisse dessus construite. Le dit morceau de terrain, borné du côté sud-est par le lac appelé Lac des Rats Musqués, et de toutes les autres côtés par le terrain appartenant à Louis Goulet, avec un chemin de quatre-vingt-dix pieds de largeur conduisant du terrain ci-haut décrit, au chemin faisant partie du même lot de terre, avec aussi le droit de se servir du rivage du dit lac, sur les lots numéros trente-six A (36 A), trente-six B (36 B) et trente-sept (37), dans le sixième rang nord-est du dit canton de Whitton, d'après le plan cadastral pour le même canton, pour y laisser séjourner des billots dans le dit lac, vis à-vis des dits lots, sauf une lisière de terrain vendue à Jonas Rodrigue, suivant ses titres.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Cécile de Whitton, le QUATRIEME

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Saint Francis, to wit: } DAME PHILOMENE LACROIX, Plaintiff; against CLEOPHAS CAMPEAU, Defendant.

A certain piece of land situate in the township of Whitton, in the district of Saint Francis, measuring two and a half acres in width by two acres and a half in depth, and forming an area of five acres of land, to be taken from lot number thirty six a (36a), in the sixth north east range, in accordance with the cadastral plan of the said township of Whitton—with a building thereon erected. The said piece of land being on the south east side by the lake called Lac des Rats Musqués, and on all the other sides by the land belonging to Louis Goulet, with a road ninety feet wide leading from the land above described to the road and forming part of the same lot of land, with also the right to use the shore of the said lake on lots numbers thirty six a (36 a), thirty six b (36 b) and thirty seven (37), in the sixth north east range of the said township of Whitton, in accordance with the cadastral plan for the same township, to leave logs lie there in the said lake, opposite the said lots, except a strip of land sold to Jonas Rodrigue, according to titles.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Cécile de Whitton, on the FOURTH day of

TRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.
Sherbrooke, 29 août 1910.
[Première publication, 3 septembre 1910.]

R. A. BIRON,
Député Shérif.
3781

OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office.
Sherbrooke, 29th August, 1910.
[First published, 3rd September, 1910.]

R. A. BIRON,
Deputy sheriff.
3782

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } LA BANQUE DE
No 87. } ST-HYACINTHE,
corps politique et incorporé, ayant le principal siège de ses affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, et L. FABIEN PHILIE, gérant de banque, des cité et district de Saint-Hyacinthe, en sa qualité de sequestre dûment nommé par l'autorité compétente, le président de l'Association des Banquiers du Canada, à la dite Banque de Saint-Hyacinthe, qui a cessé ses paiements ; ce dernier en tant que nécessaire pour assister et autoriser la dite banque aux fins des présentes, Demandeurs ; contre BRUNO LAMONTAGNE, des cité et district de Saint-Hyacinthe, Défendeur.

Saint Hyacinth, to wit : } THE SAINT' HYA-
No. 87. } CINTH BANK, a
body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Saint Hyacinth, and L. FABIEN PHILIE, bank manager, of the city and district of Saint Hyacinth, in his capacity of sequestrator duly appointed by competent authority, the president of the Canadian Bankers' Association to the said bank of Saint Hyacinth, which has suspended its payments ; the latter in as much it is necessary to assist and authorize the said bank for the purposes hereof, Plaintiffs ; against BRUNO LAMONTAGNE of the city and district of Saint Hyacinth, Defendant.

Un emplacement sis et situé en la cité de Saint-Hyacinthe, du côté nord-est, de la rue Saint-Joseph, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite cité, sous le lot numéro cinq cent vingt et un (521)—avec les bâtisses y érigées ; à distraire, néanmoins, du dit emplacement, une lisière de terre de six pieds de front sur la largeur du dit lot, à la profondeur d'icelui et adjacent à partie du lot No 519, le front se trouvant du côté sud-est, vendue par le défendeur à Hormidas Choquet, par acte reçu devant Mtre F. X. A. Boisseau, N. P., le 4 avril 1906.

A piece of ground situated in the city of Saint Hyacinth, on the north east side of Saint Joseph street, known and designated on the official plan and book of reference of the city of Saint Hyacinth, under the lot number five hundred and twenty one (521)—with buildings thereon erected; to withdraw, however, of said piece of ground a piece of land being six feet in front on the whole breadth of said lot, at its depth, and adjacent to a part of lot No. 519, the front being on the south east side, sold by the defendant to H. Choquet, by a deed before Mtre F. X. A. Boisseau, N. P., on the 4th April, 1906.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, le QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at my office, in the court house, in the city of Saint Hyacinth, on the FOURTH day of OCTOBER next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du shérif.
Saint-Hyacinthe, 29 août 1910.
[Première publication, 3 septembre 1910.]

JOS. L. CORMIER,
Shérif.
3825

Sheriff's office,
Saint Hyacinth, 29th August, 1910.
[First published, 3rd September, 1910.]

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.
3826

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

Sheriff's Sales—Three Rivers

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Trois-Rivières, à savoir : } ANSELME MON-
No 429. } GRAIN, De-
mandeur ; contre JOSEPH MONGRAIN, FILS
de XAVIER, Défendeur.

Three Rivers, to wit : } ANSELME MONGRAIN,
No. 429. } Plaintiff ; against JO-
SEPH MONGRAIN, son of Xavier, Defendant.

Une terre connue et désignée comme faisant partie du lot numéro dix-neuf (19) et partie du lot numéro (20), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Stanislas, dans le rang de la côte Saint-Paul, de la paroisse de Saint-Séverin, côté sud, contenant deux arpents de front sur la profondeur de vingt-cinq arpents, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; bornée en front au chemin public, en profondeur aux terres de Saint-Nar-

A land known and designated as forming part of lot number nineteen (19) and part of lot number twenty (20), of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of St. Stanislas, in the Côte St. Paul range, of the parish of St. Séverin, south side, containing two arpents in front by the depth of twenty-five arpents, more or less, without warranty of exact measurement ; bounded in front by the public road, in depth by the lands of St.

cisse, d'un côté au sud-est à Trefflé Bordeleau, et d'autre côté à Philius Mongrain—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Séverin, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 31 août 1910. 3845
[Première publication, 3 septembre 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH ADOLPHE
No 285. } TESSIER, Deman-
deur ; contre JOSEPH EDMOND THIBODEAU,
Défendeur.

Un aqueduc situé dans le village de la Baie de Shawinigan, construit et passant dans les chemins publics et sur les lots portant les numéros trois, quatre, cinq, six, sept, huit et neuf (3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, dans le rang B, de la dite paroisse, et sur le lot portant le numéro six cent vingt-trois (623), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, dans le premier rang du township de Shawinigan, avec tous les droits et privilèges conférés au dit J. E. Thibodeau par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, et par toutes autres personnes, par tous règlements, titres ou documents quelconques, avec de plus les pouvoirs d'eau et sources et tous autres accessoires formant partie ou dépendant du dit aqueduc—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 10 août 1910 3545.2
[Première publication, 13 août 1910.]

ERRATUM.

A la page 1628 de la "Gazette Officielle" du vingt août 1910, aux Nos. 3651-52, district de Montréal, lire : Alexander Westly McKenzie, au lieu de Andrew. 3863

Proclamation

Canada, }
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
[L. S.]

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur Général. } M. C. N. Hamel,
secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que

Narcisse, on one side to the south east by Trefflé Bordeleau, and on the other side by Philius Mongrain—with a house and other buildings thereon erected.

To be at the church door of the parish of St. Séverin, on the FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 31st August, 1910. 3846
[First published, 3rd September, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } JOSEPH ADOLPHE
No. 285. } TESSIER, Plaintiff ;
against JOSEPH EDMOND THIBODEAU, De-
fendant.

An aqueduct situated in the village of La Baie de Shawinigan, constructed and passing in the public roads and on the lots bearing the numbers three, four, five, six, seven, eight and nine (3, 4, 5, 6, 7, 8 and 9), of the official cadastre of the parish of Saint Boniface of Shawinigan, in range B, of the said parish, and on the lot bearing the number six hundred and twenty three (623), of the official cadastre of the parish of Sainte Flore, in the first range of the township of Shawinigan, with all the rights and privileges conferred on the said J. E. Thibodeau by the municipal council of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, and by all other persons, by all by-laws, titles or documents whatever, and further with the water powers and streams and all other accessories forming part of or dependents of the said aqueduct—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 10th August, 1910. 3546
[First published, 13th August, 1910.]

ERRATUM.

Page 1628, of the "Official Gazette" of the twentieth August, 1910, at Nos. 3651-52, district of Montreal, read Alexander Westly McKenzie, instead of Andrew. 3864

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS G. N.
Attorney General. } Hamel, esq.,
secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Quebec, in Our province of Quebec, canonically acknow-

canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des susdits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes de cette partie de la paroisse de Sainte-Catherine, dans le comté de Portneuf, dans le dit diocèse catholique romain de Québec, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Sainte-Catherine, et d'annexer à la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, dans le comté de Portneuf, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Tout ce territoire situé dans les 9e et 10e concessions qui doivent être détaché de la paroisse de Sainte-Catherine de Fossambault, comté de Portneuf, pour être annexé à la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, comprend :

Les lots Nos 758 et 759 et ceux depuis y compris le lot No 640 jusqu'au lot No 662 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse Sainte Catherine.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de Sainte-Catherine, ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de Sainte-Catherine, et annexée à la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de Sainte-Catherine, ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse de Sainte-Catherine et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de Sainte Catherine fera partie de la dite paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETTIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix, et dans la première année de Notre Règne.

L'ar ordre,

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

3861

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 23e jour d'août 1910, constituant en corporation MM. William Joseph O'Leary, marchand, Henry Maurice Scott, ingé-

ledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Sainte Catherine, in the county of Portneuf, in the said Roman Catholic Diocese of Quebec, which they think most expedient to be detached from the said parish of Sainte Catherine, and to be annexed to the parish of Saint Gabriel de Valcartier, in the county of Portneuf, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The whole of territory situate in 9th and 10th concessions to be detached from the parish of Sainte Catherine de Fossambault, county of Portneuf, for to be annexed to the parish of Saint Gabriel de Valcartier, comprises :

Lots Nos. 758 and 759 and those from and including lot No. 640 to No. 662 inclusively of the official cadastre of Sainte Catherine.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of Sainte Catherine, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of Sainte Catherine, and to be and remain annexed to the parish of Saint Gabriel de Valcartier.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of Sainte Catherine, above described, to be detached from the said parish of Sainte Catherine and to be and remain annexed to the said parish of Saint Gabriel de Valcartier.

And We do hereby, constitute the said part of the said parish of Sainte Catherine to be hereafter part of the said parish of Saint Gabriel de Valcartier, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETTIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, and in the first year of Our Reign.

By order,

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

3862

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 23rd day of August, 1910, incorporating Messrs. William Joseph O'Leary, merchant, Henry Maurice Scott, engineer, John

neur, John William Pilcher, gérant, Francis Ethelbert McKenna, notaire public, et Robert Henry Teare, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Agir comme agent ou pour son propre compte pour emmagasiner, acheter, vendre, louer, échanger, faire le commerce de manufacture, ou réparer les automobiles neufs ou de seconde main ;

Acheter et vendre tout le matériel nécessaire à ces manufactures, et d'acquérir par achat ou manufacturer le matériel, fournitures, machineries et autres articles utiles ou nécessaires pour l'usage en rapport avec et en regard aux affaires, manufacture et vente comme susdites, et tous les accessoires et choses y afférentes et nécessaires aux garages d'automobiles ;

Acquérir, posséder, vendre, louer, améliorer, et autrement faire le commerce, et disposer d'immeubles, manufactures, lettres patentes d'inventions et marque de commerce qui peuvent être utiles ou nécessaires pour les fins du dit commerce ;

Vendre ou disposer de tout ou partie des affaires de la compagnie, lettres patentes d'inventions et marques de commerce, et de recevoir et posséder en échange, des actions, bons, garanties, argent, ou autres considérations ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter, et émettre des billets promissoires, lettres d'échange, connaissements, débentures et autres instruments négociables ou transférables ;

Distribuer en espèces ou autrement aucune partie de l'actif de la compagnie parmi ses membres, suivant qu'il en aura été décidé ;

Demander, obtenir, enrégistrer, acheter, louer ou acquérir autrement, posséder, employer, mettre en opération, introduire et vendre, céder, louer ou disposer autrement de toutes marques de commerce, noms de société, patentes d'inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec et protégés par lettres patentes de la Puissance du Canada ou ailleurs, ou autrement, et d'employer, exercer, développer, accorder des licences, ou autrement se servir des dites marques de commerce, patentes, licences, procédés, propriétés, droits et toutes autres choses semblables ;

Etablir et maintenir des remises et garages pour automobiles, fournir et avoir des automobiles pour le transport des passagers et des marchandises ;

Faire les affaires générales d'entrepôts ;

Faire toutes autres affaires (manufacturières ou autres), qui peuvent paraître à la compagnie capable d'être conduites convenablement en rapport avec ses affaires ou objets, ou calculés directement ou indirectement à rendre profitables les propriétés et droits de la compagnie ;

Tenir des expositions, courses, spectacles en rapport avec automobiles et moteurs-véhicules ;

Prélever et aider à prélever des argents pour et aider au moyen de primes, avances d'argent, promesses, endossements, garanties ou autrement, toutes corporations dans lesquelles la compagnie a des actions ou avec lesquelles elle peut faire des affaires, agir pour son propre compte, comme agent ou gérant des dites corporations, et de garantir l'exécution des engagements de celles-ci, ou par aucune personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopérations, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou personnes, compagnie ou corporation faisant ou engagée ou étant sur le point de faire ou d'être engagée dans aucune affaire ou transaction capable d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie ;

S'unir avec aucune personne ou personnes, compagnie ou corporation, ou acquérir l'achalandage, etc., d'aucune personne ou personnes, compagnie ou corporation engagée dans un commerce identique à celui que cette compagnie est autorisée à faire ;

Acheter ou autrement acquérir, tenir et posséder

William Pilcher, manager, Francis Ethelbert McKenna, notary public, and Robert Henry Teare, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To act as agents or principals in storing, buying, selling, leasing, exchanging, dealing in manufacturing or repairing of new or second hand automobiles ;

To buy and sell all material for such manufacture and to acquire by purchase or manufacture all materials, supplies, machinery and other articles convenient or necessary for use in connection with and carrying on the business, manufacture and sale as aforesaid, and of all accessories and things appertaining thereto or to automobile garages ;

To acquire, buy, hold, sell, lease, improve and otherwise deal in and dispose of real estate, manufactures, letters patent of invention and trade marks as may be necessary or convenient in carrying on said business ;

To sell or dispose of the whole or any portion of the company's business, letters patent of invention and trade marks and to receive and hold in exchange therefor stocks, bonds, securities, cash or other consideration ;

To draw, mark, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, debentures and other negotiable or transferable instruments ;

To distribute in specie, in kind or otherwise as may be resolved any assets or property of the company among its members ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, use, operate, and introduce and to sell, assign, lease or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents, inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patents of the Dominion of Canada or elsewhere, or otherwise, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade marks, patents, licenses, processes and the like, or any such property or rights ;

To establish and maintain an automobile livery and garage, and to furnish, supply and run automobiles for the conveyance of passengers and goods ;

To carry on a general storage business ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or objects of the company, calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights ;

To hold exhibitions, races and shows in connection with automobiles and motor vehicles generally ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, cash advances, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any corporation in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have business relation and to act as employer, agent or manager of any such corporation, and to guarantee the performance of contracts by and any such corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union or interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or persons, company or corporation, carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable or being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To amalgamate with any person or persons, company or corporation, or to acquire the good will, etc., of any person or persons, company or corporation engaged in any business which this Company is authorized to carry on ;

To purchase and otherwise acquire, hold and own

der des actions, bons, débentures et autres garanties dans toute autre compagnie et d'en payer le prix en argent ou partie en argent, et de repartir et émettre des actions payées de la compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux, et de les vendre ou d'en faire le commerce ;

Acheter ou autrement acquérir, tenir, hypothéquer, louer, vendre ou disposer de la propriété et de l'actif de la compagnie ou aucune partie d'icelle, pour telle considération qu'elle le jugera à propos ;

Acheter ou autrement acquérir, et entreprendre toute ou aucune partie de l'actif, des affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations de toute personne ou compagnie faisant en tout ou en partie des affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire, ou en possession de propriétés convenables pour les dites fins, et d'en payer le prix en argent, actions libérées ou parties libérées de la compagnie ou par le transport de bons ou autrement ;

Émettre aucune partie du capital-action de la compagnie comme actions libérées et non sujettes à appel en paiement de toute propriété mobilières ou immobilières ou de tous autres biens acquis ou loués, ou en paiement de franchises acquises par elle ou pour toute autre considération que les directeurs jugeront suffisantes ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires propres à atteindre les objets nécessaires à la réalisation des fins pour lesquelles la compagnie est incorporée, sous le nom de "Montreal Garage, Limited," avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3855

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. William Langford et William Arthur Russell Langford, surintendants, de Montmorency Falls, John H. Davidson, expéditeur de trains de chemin de fer, Alphonse Guérette, gérant, de la cité de Québec, et Henry Langford, imprimeur, de la cité d'Ottawa, dans les buts suivants :

Manufacturer, louer, vendre, acheter, importer, exporter ou autrement disposer et faire le commerce d'appareils et accessoires de photographie en général et de pellicules pour les machines de vues animées, et faire l'échange de ces objets avec autres compagnies ;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, manufacturer et faire le commerce d'aucunes machines, appareils, accessoires, outils, inventions et fournitures ayant rapport à aucun procédé photographique, ou en disposer autrement ;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, employer, louer et faire le commerce d'instruments, appareils, substances ou procédés ayant rapport à la chimie, la lumière, l'optique, l'électricité, l'acoustique, la photographie et à la mécanique, et en disposer autrement ;

Posséder, louer, exploiter et faire le commerce de théâtres et places d'exhibitions ou des vues photographiques de toutes sortes, animées ou non, sont données comme partie des choses exhibées, ou en disposer autrement ;

Acquérir, et entreprendre la clientèle, les affaires, droits et propriétés de toutes sortes, d'aucune personne, maison de commerce, société ou corporation engagé dans des affaires semblables, et d'en payer le prix en argent, en actions de cette compagnie, bons ou autrement ;

shares of stock, bonds debentures or other securities in any other corporation, and to pay for the same in cash or partly in cash and to allot and issue fully up shares of the company in payment or part payment thereof and to sell or otherwise deal with the same ;

To purchase and otherwise acquire, hold, mortgage, hypothecate, lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit ;

To purchase or otherwise acquire, and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities or any person or company carrying on in whole or in part business similar to the business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes thereof, and to pay for the same in cash, paid up shares or partly paid up shares of the company, or by transfer of bonds or otherwise ;

To issue any part of the stock of the company as fully paid up and non-assessable stock in payment of any property, real and personal, moveable or immovable, or other assets acquired or leased by the company, or in payment of franchises acquired by it or for any other consideration which may be deemed sufficient by the directors of the company ;

To do all acts, exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated or necessary to enable the company to carry on its undertaking, under the name of "Montreal Garage Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3856

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of August, 1910, incorporating Messrs. William Langford, superintendent, William Arthur Russell Langford, superintendent, of Montmorency Falls, John H. Davidson, train despatcher, Alphonse Guérette, manager, of the city of Quebec, and Harry Langford, printer, of Ottawa, for the following purposes :

To manufacture, sell, lease, purchase, import, export or otherwise dispose of and deal in photographic apparatus and generally photographic appliances, attachments and supplies films for moving pictures machines, and exchange the same with other companies ;

To import, export, purchase, sell, lease or otherwise dispose of and manufacture and deal in any machinery, apparatus, appliances, attachments, tools, devices and supplies relating to any process of photographic ;

To manufacture, purchase, sell, import, export, use, lease or otherwise dispose of and deal in any instruments, apparatus, substances, or process relating to chemistry, light, optics, electricity, acoustics, photography and mechanics ;

To own, lease, operate or otherwise dispose of and deal in theatres and places of exhibition in which photographs of any kind, animated or otherwise, are projected as part of the exhibition ;

To acquire and undertake the good will, business, rights and property of all kinds, of any person, firm, association or corporation engaged in a like business and to pay for the same in cash, stock of this company, bonds or otherwise ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou acquérir autrement et de garder, posséder, employer, mettre en opération, introduire et vendre, céder ou en disposer de quelque manière que ce soit, accorder des licences ou utiliser pour son propre compte, des formules, procédés, secrets, marques de commerce, noms de société, marques spéciales et droits analogues, ainsi que droits d'auteurs, toutes inventions, améliorations et procédés protégés ou non par lettres patentes de la puissance du Canada ou ailleurs, étant nécessaires et utiles pour ses dites affaires ;

Acheter ou autrement acquérir et tenir, vendre, céder, transférer, échanger, faire le commerce ou disposer autrement de bons, débetures, obligations, garanties ou reconnaissance de dettes ou actions du capital d'aucune corporation et durant la possession de ces actions, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété ;

Posséder, acheter et transporter des meubles et immeubles, d'ériger ou acquérir autrement, des manufactures, entrepôts, agences, dépôts et des bâtisses pour expositions, ainsi que des terrains ;

Faire toutes les actes et opérations nécessaires et utiles pour la réalisation d'aucuns des objets ci-dessus énumérés.

Les affaires de la compagnie devant être exercées dans la province de Québec, sous le nom de "The Unique Theatre & Film Exchange Company, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3819

Sous-secrétaire de la province.

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of and to grant licenses in respect of or otherwise to turn to account, such formulas, secret processes, trade marks, trade names, and distinctive marks and rights analogous thereto, and copyrights, and such inventions, improvements and processes covered or not by letters patent of the Dominion of Canada, or elsewhere, as may be needful or appropriate to its said business ;

To purchase or otherwise acquire and hold, sell, assign, transfer, exchange, deal in or otherwise dispose of bonds, debentures, obligations, securities or evidence of indebtedness or shares of the capital stock of any corporations, and while the owner of any such capital stock to exercise all the rights, powers and privileges of ownership ;

To hold, purchase and convey real and personal property and to erect or otherwise acquire factories, warehouse, agencies, depots and exhibition buildings or space ;

To do all and everything necessary, needful or appropriate to the accomplishment or attainment of any of the objects hereinbefore enumerated ;

The operations of the company are to be carried on throughout the province of Quebec, under the name of "The Unique Theatre & Film Exchange Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two thousand (2000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3820

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Thomas Bellemare, Francis M. Smith, industriels, de Sainte-Thérèse de Blainville, J. Rodolphe Forget, industriel, Charles Gauthier, aubergiste, Rodrigue Deschambault, banquier, Edouard Marchand, greffier, Stanislas Desormeaux, embouteilleur, et Joseph Camille Lemoyne DeMartigny, avocat, de la ville de Saint-Jérôme, dans les buts suivants :

Manufacturer, importer, acheter, vendre, échanger, réparer, accorder et louer des pianos, orgues, harmoniums, instruments de musique de tous genres et appareils pour jouer des instruments de musique et manufacturer et louer et vendre tout ce qui se rattache au commerce des instruments de musique ;

Manufacturer et vendre des gramophones, des records de gramophones, et toutes pièces, accessoires, inventions et appareils y appartenant, ou de quelque manière reliée à des instruments de musique, accessoires de musique et gramophones ou machines parlantes ;

Manufacturer et faire le commerce d'ameublements artistiques et de ménage, machines à coudre, moteur et autre machinerie ;

Acheter, prendre à son nom et continuer comme industrie active le commerce aujourd'hui exercé et établi ou à être exercé et établi par toute corporation, compagnie, société, ou personne, comme marchands et fabricants de pianos, etc., y compris les immeubles, fonds de commerce, clientèle et tous les biens que ce soit de la dite compagnie, corporation, société ou personne, et les payer en deniers comptants, en obligation ou en actions acquittées de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et construire, posséder, conduire et entretenir des salles de concert, salles de musique, salles de vues animées, et salles de lecture, et généralement procurer des amusements, et passer des contrats avec toute personnes ou personnes pour faire des conférences, pour chanter ou pour jouer ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of August, 1910, incorporating Messrs. Thomas Bellemare, Francis M. Smith, manufacturers, of Sainte Thérèse de Blainville, J. Rodolphe Forget, manufacturer, Charles Gauthier, inn-keeper, Rodrigue Deschambault, banker, Edouard Marchand, clerk, Stanislas Desormeaux, bottler, and Joseph Camille Lemoyne DeMartigny, advocate, of the town of Saint Jérôme, for the following purposes :

To manufacture, import, purchase, sell, exchange, repair, tune and lease pianos, organs, harmoniums, musical instruments of all kinds and appliances for playing musical instruments, and manufacture, lease and sell anything connected with the business of musical instruments ;

To manufacture and sell gramophones, gramophones records, and all parts, accessories, inventions and apparatus appertaining thereto, or in any manner relating to musical instruments, accessories of music and gramophones or talking machines ;

To manufacture and deal in artistic furnishings and furniture, sewing machines, motors and other machinery ;

To purchase, take over as a going concern the business now carried on and established or to be carried on and established by any corporation, company, firm or person, as merchants and manufacturers of pianos, etc., including immoveables, stock in trade, goodwill and all the property whatsoever of the said company, corporation, firm or person, and pay for same in cash, debentures or paid up shares of this company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and construct, hold, conduct and maintain concert halls, music halls, moving picture halls, and reading rooms, and generally to supply amusements and make contracts with any person or persons to lecture, sing or play ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et construire, posséder, et entretenir des studios et salles pour enseigner la musique, le chant, la peinture et autres arts, et fournir et procurer l'instruction dans ces arts ;

Exercer l'industrie d'imprimeurs et d'éditeurs, et d'agents de publicité ; plus particulièrement l'industrie d'imprimeurs, d'éditeurs et d'annonceurs de musique, et conclure des arrangements avec les compositeurs et autres personnes au sujet de droits d'auteur, de permis ou de droits de pu'blier ;

Agir en qualité d'agents pour d'autres, pour la vente par toute la province et ailleurs d'instruments de musique, de musique, d'appareils et d'accessoires de musique, soit à commission ou autrement ;

Exercer, en tant que la chose sera nécessaire pour les fins de la compagnie, le commerce de charretiers, expéditeurs, déménageurs et de facteurs, et avoir ou louer et employer toutes sortes de véhicules, mus par l'électricité ou autrement, et tout l'équipement nécessaire à ce commerce ;

Se fusionner avec toute personne, personnes, société ou compagnie engagée dans une industrie identique, disposer de tous les biens de la présente compagnie, subordonnement aux dispositions de la loi des compagnies et aussi pareillement en disposer, pour augmenter le capital-actions de la compagnie, et acheter ou acquérir tout intérêt ou contrôle dans tout commerce d'une nature semblable, et les payer en deniers comptants, obligations ou actions acquittées de la présente compagnie ;

Acheter et détenir des actions et obligations de toute compagnie engagée dans une semblable entreprise ;

Acquérir par achat, bail ou autrement et détenir toute propriété mobilière ou immobilière qui sera jugée nécessaire ou utile aux fins de la compagnie, et exploiter et entretenir une scierie ou une fonderie, ou les deux ;

Acquérir, louer, posséder, vendre ou disposer de toutes marques de commerce, de sins de fabrique, brevets, droits de brevets ou privilège qui seront censés utiles à la compagnie, relativement à son industrie, et acquérir et exploiter tous brevets d'invention, ou toutes licences de se servir d'une invention qui sera censés utile relativement à la dite industrie ;

Acquérir et détenir des garanties de toutes sortes, mobilières et immobilières, pour dettes, engagements ou obligations envers la compagnie concernant les fins et objets de la dite compagnie, et hypothéquer, grever, vendre ou céder toute partie de la propriété de la compagnie ;

Ouvrir, établir, maintenir et exploiter des magasins, succursales, agences, salles d'échantillons et autres établissements du même genre, pour les fins du dit commerce, à Saint-Jérôme et ailleurs dans la province ;

Accepter et signer en sa teneur, avec la corporation de la ville de Saint-Jérôme, le règlement No 80, dont copie annexée aux présentes, autorisant la dite corporation à accorder un bonus et autres avantages à la présente compagnie ; le dit règlement ayant été approuvé par les propriétaires électeurs municipaux de la dite ville de Saint-Jérôme, le 18 avril, sous le nom de "La Compagnie Nationale Manufacturière de Pianos", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20 000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la ville de Saint-Jérôme.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3823]

Sous-secrétaire de la province.

To acquire by purchase, lease or otherwise, and construct and maintain studios and rooms for teaching music, singing, painting and other arts, and supply and provide instruction in the said arts ;

To carry on the business of printers, editors and publicity agents ; especially the business of printers, editors and publishers of music, and make arrangements with composers and other persons respecting copyrights, permits or publishing rights ;

To act as agents for the sale throughout the province and elsewhere of musical instruments, music, musical apparatus and accessories, either on commission or otherwise ;

To carry on in so far as necessary for the purposes of the company, the business of carters, carriers, conveyers and factors, and have or lease and employ all kinds of vehicles moved by electricity or otherwise and all the equipment necessary for such a business ;

To amalgamate with any person, persons, firm or company engaged in a similar business, dispose of all the property of this company, subject to the provisions of the Company's Act, and likewise dispose of same, to increase the capital stock of the company, and purchase or acquire any interest or control in any business of a like nature, and pay for same in cash, bonds or paid up shares of this company ;

To purchase and hold shares and bonds of any company engaged in a similar business ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and hold any moveable or immoveable property deemed necessary or useful for the purposes of the company, and exploit and keep a saw mill or foundry, or both ;

To acquire, lease, hold, sell or dispose of all trade marks, trade designs, patents, patent rights or privileges that may be deemed useful to the company in connection with its business, and acquire and exploit all patents of invention, or all permits to make use of an invention that may be judged useful in relation to the said business ;

To acquire and hold securities of all kinds, moveable or immoveable, for debts, liabilities or obligations to the company respecting the purposes and objects of the said company, and hypothecate, encumber, sell or convey any part of the property of the company ;

To open, establish, maintain and operate stores, branches, agencies, sample rooms and other establishments of the same kind for the purposes of the said business at Saint-Jérôme and elsewhere in the province ;

To accept and sign as set forth with the corporation of the town of Saint-Jérôme, by-law No. 80, copy of which is attached hereto, authorizing the said corporation to grant a bonus and other advantages to this company ; the said by-law having been approved by the proprietors who are municipal electors to the town of Saint-Jérôme, on the 18th of April, under the name of "La Compagnie Nationale Manufacturière de Pianos", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business, of the corporation will be in the town of Saint-Jérôme.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3824

Deputy Provincial Secretary.

Avis Divers

- Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2505.
- Dame Elmire Smallwood, épouse de Louis *alias* Trefflé Valiquette dit Vadboncœur, employé civil, tous les deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice.
Demanderesse ;
- vs
- Le dit Louis *alias* Trefflé Valiquette dit Vadboncœur, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25 août 1910.
J. B. DOUTRE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 31 août 1910. 3827
- Rosalie Séguin, épouse de Joseph Villeneuve, forgeron, du village de la Pointe Gatineau, district d'Ottawa, a institué une action en séparation de biens contre son mari, devant la cour supérieure du district d'Ottawa, sous le No 2714, des dossiers de cette cour.
ARTHUR DESJARDINS,
Procureur de la demanderesse.
Hull, 31 août 1910. 3851
- Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 187.
- Dame Marie Jeanne Bergeron, de la paroisse de Saint-Tite, épouse de Joseph Hardy, marchand, de la paroisse de Saint-Tite, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice.
Demanderesse ;
- vs
- Le dit Joseph Hardy, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29 août 1910.
TESSIER & LACOURSIERE,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 31 août 1910. 3821
- Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 1380.
- Dame Annie Hurrell Bickerdike, de la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de William Drysdale, du même lieu,
Demanderesse ;
- vs
- Le dit William Drysdale, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 16ème jour de juin 1910.
CHAUVIN, BAKER & WALKER,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 août 1910. 3837
- Cour supérieure, district de Québec, No 623, Alma Labbé, épouse commune en biens de Joseph Pelletier, de Québec, entrepreneur, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.
MORAUD & SAVARD,
Proc. de la demanderesse.
Québec, 31 août 1910. 3829
- Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No. 2428. Mathilda Lalonde, épouse commune en biens de Edmond Sauvageau, commerçant, des cité et district de Montréal, a intenté le 5 août 1910, une action en séparation de biens contre le dit Edmond Sauvageau.
CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 31 août 1910. 3835

Miscellaneous Notices

- Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2505.
- Dame Elmire Smallwood, wife of Louis *alias* Trefflé Valiquette dit Vadboncœur, civil employee, both of the city and district of Montreal, duly authorize to sue,
Plaintiff ;
- vs
- The said Louis *alias* Trefflé Valiquette dit Vadboncœur, Defendant.
A suit for separation as to property has been instituted in this cause, on the 25th August, 1910.
J. B. DOUTRE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 31st August, 1910. 3828
- Rosalie Séguin, wife of Joseph Villeneuve, blacksmith, of the village of Pointe Gatineau, district of Ottawa, has instituted an action for separation as to property against her husband, before the superior court of the district of Ottawa, under No. 2714, of the records of the said court.
ARTHUR DESJARDINS,
Attorney for plaintiff.
Hull, 31st August, 1910. 3852
- Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 187.
- Dame Marie Jeanne Bergeron, of the town of Saint Tite, wife of Joseph Hardy, merchant, of Saint Tite, district of Three Rivers, authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;
- vs
- The said Joseph Hardy, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 29th August, 1910.
TESSIER & LACOURSIERE,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 31st August, 1910. 3822
- Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No 1389.
- Dame Annie Hurrell Bickerdike, of the town of Outremont, in the district of Montreal, wife common as to property of William Drysdale, of the same place, trader,
Plaintiff ;
- vs
- The said William Drysdale, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 16th day of June, 1910.
CHAUVIN, BAKER & WALKER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th August, 1910. 3838
- In the superior court, district of Quebec, No. 623. Alma Labbé, wife common as to property of Joseph Pelletier, of Quebec, contractor, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.
MORAUD & SAVARD,
Attys for plaintiff.
Quebec, 31st August, 1910. 3830
- Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 2428. Mathilda Lalonde, wife common as to property of Edmond Sauvageau, trader, of the city and district of Montreal, has, on the 5th of August, 1910, instituted an action for separation as to property against the said Edmond Sauvageau.
CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 31st August, 1910. 3836

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3027.

Dame Victorine Hainault, épouse commune en biens de Gustave Deschamps, entrepreneur, tous deux de la ville de Verdun, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Gustave Deschamps, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 juillet 1910.

CODERRE & CODERRE.

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 1er septembre 1910. 3857

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3027.

Dame Victorine Hainault, wife common as to property of Gustave Deschamps, contractor, both of the town of Verdun, district of Montreal, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Gustave Deschamps, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th July, 1910.

CODERRE & CODERRE.

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 1st September, 1910. 3858

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Dame Marie Jeanne de Grandmaison, "The Home Equipment Co", Chambly Canton, P. Q., Insolvable.

Avis est donné que, le 30e jour d'août 1910, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession de la sus-nommée, qui a fait cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,

Curateurs conjoints.

Bureau de Vinet & Dufresne,
99, rue Saint-Jacques.

Montréal, 3 septembre 1910. 3831

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Dame Marie Jeanne de Grandmaison, "The Home Equipment Co", Chambly Canton, P. Q., Insolvent.

Notice is given that, on the 30th day of August, 1910, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all her assets for the benefit of her creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,

Joint curators.

Office of Vinet & Dufresne,
99, Saint James street.

Montreal, 3rd September, 1910. 3832

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 4148.

Dans l'affaire de J. O. Couture & Frères, Couturval, Faillis.

Avis est donné que: le 27 août 1910, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, en remplacement de V. E. Paradis, décédé, curateur aux biens des dits J. O. Couture & Frères, qui ont fait cession de leur biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

L. N. GIRARD, N. P.

Mont-Joli, Co. Rimouski, 30 août 1910. 3833

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 4148.

In the matter of J. O. Couture & Frères, Couturval, Insolvents.

Notice is given that, on the 27th August, 1910, the undersigned was, by an order of the court, to replace V. E. Paradis, deceased, appointed curator to the property of the said J. O. Couture & Frères, who have made an abandonment of their estate for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

L. N. GIRARD, N. P.,

Curator.

Mont Joli, Rimouski, 30th August, 1910. 3834

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

In re J. A. Lapointe & Cie, Yamachiche, P. Q., Insolvable.

Avis est donné par les présentes que, le dit débiteur a fait, ce 29ème jour d'août 1910, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

V. LAMARRE,
Gardien provisoire.Bureaux : 408, Edifice "Power" 3859
Montréal, 1er septembre 1910.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In re J. A. Lapointe & Co., Yamachiche, P. Q., Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this 29th day of August, 1910, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the office of the prothonotary of this court.

V. LAMARRE,
Provisional guardian.Office : 408 "Power" Bldg. 3860
Montreal, 1st September, 1910.

**Index de la Gazette Officielle de
Québec No 35.**
**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 35.**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Berge-ron vs Hardy, 1714 ; Bélanger vs Dickson, 1692 ; Bickerdike vs Drysdale, 1714 ; Blain vs Trudeau, 1693 ; Blondin vs Liboiron, 1693 ; Boisvert vs René, 1693 ; Breska vs Bloom, 1692 ; Dubé vs Morin, 1692 ; Duquette vs Tou-gas, 1691 ; Frank vs Cohen, 1692 ; Hainault vs Deschamps, 1715 ; Labbé vs Pelletier, 1714 ; Lacombe vs Beaudin, 1691 ; Lacroix vs Fontaine, 1691 ; Lalonde vs Sauvageau, 1714 ; Leclerc vs Lamontagne, 1691 ; Mel-linson vs Brosman, 1692 ; Monette vs Si-mard, 1692 ; Prout vs Church, 1693 ; Sax vs Michaels, 1693 ; Séguin vs Villeneuve, 1714 ; Smallwood vs Valiquette, 1714 ; Ste. Marie vs Fournier, 1693 ; Tremblay vs Tremblay, 1692 ; Vachon vs Gagné, 1693.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Welsh vs Cutter, 1693.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1675.

ASSEMBLÉE ANNUELLE :—Des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer Lachine, Jacques-Cartier & Maisonneuve, 1694.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE :—Canada & Gulf Terminal Railway, 1694.

AVIS :—J. Maurice Croteau, 1691.

BILLES PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1688 ; Conseil législatif, 1687.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Supply Elevator Coy, 1677 ; The Cleveland Bridge & Engineering Coy, Ltd, 1677.

ERRATUM :—Pages 1628, lire Alexander Westly McKenzie au lieu de Andrew, 1708.

FAILLIS :—Adam & Cie, 1694 Angers & Tremblay, 1695 ; Boily, 1696 ; Bolduc, 1696 ; Caron, 1695 ; Couture & Frère, 1715 ; De-Grandmaison (Dme), 1715 ; Jalbert, 1695 ; Lapointe & Cie, 1715 ; Michael, 1696 ; Otis, 1695 ; Raymond & Frère, 1696 ; The Hull Bargain Coy, 1694 ; Verrault, 1695.

LETTRES PATENTES :—Beaudin & Cie, incorporés, La Cie Minière de Mica Blanc, "Yale", 1684 ; La Cie d'Immeubles Le Foyer, 1679 ; La Cie Nationale Manufacturière de Pianos, 1712 ; Le Club de Yacht de Sorel, limité, 1683 ; Le Club Morin, incorporé, 1686 ; Le prêt populaire limité, 1680 ; Michigan Asbestos & Chrome Coy, 1682 ; Montreal Garage Ltd, 1709 ; The Robertsonville Foundry Coy, 1684 ; The Thetford Manufacturing Coy, 1685 ; The Unique Theatre & Film Exchange Coy, Ltd, 1712.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—The Traders Company incorporated, 1686.

LIQUIDATION :—La Cie Gilbert, limitée, 1697 ; The Calumet Mining & Milling Graphite Coy, 1697.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Paroisse de Saint-Policarpe, 1677 ; Saint-Gérard de Magella, 1678.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Bergeron vs Hardy, 1714 ; Bélanger vs Dickson, 1692 ; Bickerdike vs Drysdale, 1714 ; Blain vs Trudeau, 1693 ; Blondin vs Liboiron, 1693 ; Boisvert vs René, 1693 ; Breska vs Bloom, 1692 ; Dubé vs Morin, 1692 ; Duquette vs Tou-gas, 1691 ; Frank vs Cohen, 1692 ; Hainault vs Deschamps, 1615 ; Labbé vs Pelletier, 1714 ; Lacombe vs Beaudin, 1691 ; Lacroix vs Fontaine, 1691 ; Lalonde vs Sauvageau, 1714 ; Leclerc vs Lamontagne, 1691 ; Mellinson vs Brosman, 1692 ; Monette vs Simard, 1692 ; Prout vs Church, 1693 ; Sax vs Michaels, 1693 ; Séguin vs Villeneuve ; Smallwood vs Valiquette, 1714 ; Ste. Marie vs Fournier, 1693 ; Tremblay vs Tremblay, 1692 ; Vachon vs Gagné, 1693.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Welsh vs Cutter, 1693.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c, 1675.

ANNUAL MEETING :—Of the shareholders of Lachine, Jacques Cartier & Maisonneuve Rail-way Coy, 1694.

ANNUAL GENERAL MEETING :—Canada & Gulf Ter-minal Railway, 1694.

NOTICE :—J. Maurice Croteau, 1691.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1688 ; Legislative Coun-cil, 1687.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Supply Elevator Coy, 1677 ; The Cleveland Bridge & Engineering Coy, Ltd, 1677.

ERRATUM :—Page 1628, read Alexander Westly Mc-Kenzie instead of Andrew, 1708.

INSOLVENTS :—Adam & Cie, 1694 ; Angers & Tremblay, 1695 ; Boily, 1696 ; Bolduc, 1696 ; Caron, 1695 ; Couture & Frère, 1715 ; De-Grandmaison (Dme), 1715 ; Jalbert, 1695 ; Lapointe & Cie, 1715 ; Michael, 1696 ; Otis, 1695 ; Raymond & Frère, 1696 ; The Hull Bargain Coy, 1694 ; Verrault, 1695.

LETTERS PATENT :—Beaudin & Cie, incorporés, 1681 ; La Cie Minière de Mica Blanc "Yale", 1684 ; La Cie d'Immeubles Le Foyer, 1679 ; La Cie Nationale Manufacturière de Pianos, 1712 ; Le Club de Yacht de Sorel, limité, 1683 ; Le Club Morin, incorporé, 1686 ; Le prêt populaire, limité, 1680 ; Michigan Asbestos & Chrome Coy, 1682 ; Monereal Garage Ltd, 1709 ; The Robertsonville Foundry Coy, 1684 ; The Thetford Manufacturing Coy, 1685 ; The Unique Theatre & Film Ex-change Coy, Ltd, 1712.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—The Traders Company incorporated, 1686.

LIQUIDATION :—La Cie Gilbert, limitée, 1697 ; The Calumet Mining & Milling Graphite Coy, 1697.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Parish of Saint-Policarpe, 1677 ; Saint-Gérard de Magella, 1678.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :— Divers lots de la paroisse Saint-Raymond au village Saint-Raymond, comté de Portneuf, 1708.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— Téléphone Brassard, 1687.

PROCLAMATIONS :— Convocation des Chambres, 1676 ; Fête du Travail, 1675 ; Paroisse de Sainte-Catherine de Fossambault annexée à Saint-Gabriel de Valcartier, 1708.

VENTE DE FAILLITE :— Robillard, 1696.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :— Blanchette vs Fontaine, 1698 ; The Molson Bank of Montreal vs Fontaine, 1698.

BEAUHARNOIS :— Galarneau vs Lussier et al, 1699

BEDFORD :— Johnston vs Carroll, 1700 ; Gilmour vs Llyod, 1699.

CHICOUTIMI :— Boily, failli, 1700 ; Godbout vs Grenon, 1700 ; Dumais vs Truchon, 1700.

GASPÉ :— The LeBouthillier Bros Co. vs Babin et al, 1701.

MONTREAL :— Bircher vs Archambault, 1702 ; Deschamps, failli, 1702 ; McLaurin Bros vs Malo, 1703 ; Price (Dme) vs Booth, 1703 ; Prévost vs Beauchemin, 1702.

OTTAWA :— Massey-Harris Co vs Kenschick, 1704.

PONTIAC :— The Massey-Harris Co vs Twa, 1704.

QUEBEC :— Gagnon vs La Cie d'Aqueduc de l'ancienne Lorette, 1705 ; Janois vs Larouche & Tremblay, 1705.

RICHELIEU :— Mongeau vs Tanguay, 1705.

SAINT-FRANÇOIS :— La Banque Nationale vs Bibeau, 1706 ; Lacroix (Dme) vs Campeau, 1706 ;

SAINT-HYACINTHE :— La Banque de Saint-Hyacinthe vs Lamontagne, 1707. ;

TROIS RIVIÈRES :— Mongrain vs Mongrain, 1707 ; Tessier vs Thibodeau, 1708.

SCHOOL MUNICIPALITY :— Application to annex or to erect, &c. :— Several lots of the parish Saint Baymond to the village of Saint Raymond, county of Portneuf, 1708.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER — Téléphone Brassard, 1687.

PROCLAMATIONS :— Parliament convoked, 1676 ; Labor Day, 1675 ; Parish of Sainte-Catherine de Fossambault annexed to Saint-Gabriel de Valcartier, 1708.

INSOLVENT SALE :— Robillard, 1696.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :— Blanchette vs Fontaine, 1698 ; The Molson Bank of Montreal vs Fontaine, 1698.

BEAUHARNOIS :— Galarneau vs Lussier et al, 1699.

BEDFORD :— Johnston vs Carroll, 1700 ; Gilmour vs Llyod 1699.

CHICOUTIMI :— Boily, failli, 1700 ; Godbout vs Grenon, 1700 ; Dumais vs Truchon, 1070.

GASPE :— The LeBouthillier Bros Co. vs Babin et al, 1701.

MONTREAL :— Bircher vs Archambault, 1702 ; Deschamps, insolvent, 1702 ; McLaurin Bros vs Malo, 1703 ; Price (Dme) vs Booth, 1706 ; Prevost vs Beauchemin, 1702.

OTTAWA :— Massey-Harris Co vs Kenschick, 1704.

PONTIAC :— The Massey-Harris Co vs Twa, 1704.

QUEBEC :— Gagnon vs La Cie d'Aqueduc de l'ancienne Lorette, 1705 ; Janois vs Larouche & Tremblay, 1705.

RICHELIEU :— Mongeau vs Tanguay, 1705.

SAINT-FRANÇOIS :— La Banque Nationale vs Bibeau, 1706 ; Lacroix (Dme) vs Campeau, 1706.

SAINT-HYACINTHE :— La Banque de Saint-Hyacinthe et al vs Lamontagne, 1707.

THREE RIVERS :— Mongrain vs Mongrain, 1707 ; Tessier vs Thibodeau, 1708.

